Études de l'Ifri
Focus stratégique 75

CORÉE DU SUD, LA SEPTIÈME ARMÉE DU MONDE ?

Rémy HÉMEZ

Septembre 2017

ifri
Laboratoire
de Recherche
sur la Défense

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 978-2-36567-763-9
© Tous droits réservés, Ifri, 2017

Comment citer cette publication :
Rémy Hémez, « Corée du Sud, la septième armée du monde ? »,
Focus stratégique, n° 75, Ifri, septembre 2017.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Ifri-Bruxelles

Rue Marie-Thérèse, 21 1000 – Bruxelles – BELGIQUE

Tél. : +32 (0)2 238 51 10 – Fax : +32 (0)2 238 51 15

E-mail : bruxelles@ifri.org

Site internet : Ifri.org

Focus stratégique

Les questions de sécurité exigent une approche intégrée, qui prenne en compte à la fois les aspects régionaux et globaux, les dynamiques technologiques et militaires mais aussi médiatiques et humaines, ou encore la dimension nouvelle acquise par le terrorisme ou la stabilisation post-conflit. Dans cette perspective, le Centre des études de sécurité se propose, par la collection ***Focus stratégique***, d'éclairer par des perspectives renouvelées toutes les problématiques actuelles de la sécurité.

Associant les chercheurs du centre des études de sécurité de l'Ifri et des experts extérieurs, ***Focus stratégique*** fait alterner travaux généralistes et analyses plus spécialisées, réalisées en particulier par l'équipe du Laboratoire de recherche sur la défense (LRD).

Auteur

Rémy Hémez est officier de l'armée de Terre. Il a été détaché comme chercheur au sein du Laboratoire de recherche sur la défense (LRD) de l'Ifri de 2015 à 2017. Il est diplômé de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr et de l'École de guerre. Il est l'auteur de plusieurs articles portant sur la stratégie, la tactique, l'histoire militaire et la Corée du Sud notamment dans la *Revue Défense nationale* et *Politique étrangère*.

Comité de rédaction

Rédacteur en chef : Élie Tenenbaum

Assistante d'édition : Manon Murray

Résumé

Alors que la Corée du Nord poursuit le développement de son arsenal non conventionnel et met au défi la communauté internationale, la Corée du Sud est plus que jamais en première ligne pour le maintien de la sécurité en Asie du Nord-Est. L'ennemi au nord et la frontière le long de la zone démilitarisée constituent logiquement la priorité stratégique du pays. Cet environnement l'a conduit à développer une armée de masse en vue de dissuader ou, à défaut, de repousser une tentative d'invasion. Globalement, la politique de défense sud-coréenne continue d'être structurée par sa vieille alliance avec les États-Unis, bénéficiant notamment de sa politique de dissuasion élargie. Cette relation étroite entretient cependant une forte dépendance à l'égard des technologies américaines, au détriment du développement de son industrie de défense. Par ailleurs, le service militaire obligatoire et ses conditions difficiles se heurtent aujourd'hui aux aspirations de la jeunesse. Bien qu'une réforme militaire soit prévue depuis des années, la persistance de la menace nord-coréenne continue de focaliser l'attention et d'empêcher la Corée du Sud d'adopter une politique de défense à l'image de son économie et de sa société.

Abstract

As Democratic Republic of Korea's (DPRK) continuous development of non-conventional weapons and challenges of the international community reaches a new level, Republic of Korea (ROK) appears more than ever as the frontline state on which most of North-East Asia security depends. The northern enemy and the closely monitored de-militarized zone, quite logically stand as the country's strategic priority. This environment led it to develop of a massive military in order to deter or repel any invasion scheme. Overall, ROK defense policy is still determined by its longstanding alliance with the United States. However, this protection comes at the cost of a high dependence on US technology, thus stalling the development of its flourishing defense industry. Furthermore, ROK's compulsory military conscription is the subject of much criticism as its hard conditions conflict with the aspirations of youth. Although military reforms have been planned for years, the looming DPRK threat makes it hardly conceivable for the country to take its attention away and to embrace a defense policy more consistent with South Korean economy and society.

Sommaire

INTRODUCTION 9

FACE À LA CORÉE DU NORD 13

Tableau de la menace nord-coréenne 13

Sur le 38e parallèle 17

Scénarios de conflits : de la haute intensité à la stabilisation 21

LE PARI DE LA MODERNITÉ 27

Les armées sud-coréennes 27

La fondamentale alliance américaine 32

Les missiles au cœur de la stratégie 37

TROIS ENJEUX POUR L'AVENIR 43

Accélérer la croissance de l'industrie de défense 43

Les réformes au défi de la politique 47

L'avenir incertain du service militaire 51

CONCLUSION 57

Introduction

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la Corée du Sud doit construire un outil de défense pour faire face à la menace permanente et immédiate de son voisin du Nord, dont la puissance militaire est soumise au tempérament orageux et incertain de son dirigeant. Juridiquement, les deux pays sont toujours en guerre, malgré l'armistice de Pan Mun Jon signé en 1953 mais jamais scellé par un traité de paix. Entre-temps, le Sud de la péninsule a parcouru un long chemin : de régimes autoritaires successifs à la démocratie, de la pauvreté à l'une des économies les plus puissantes du monde. Mais il a conservé cet ennemi à sa porte.

Cette menace existentielle dimensionne la stratégie sud-coréenne de sécurité et de défense dont les trois piliers sont le maintien du statu quo par la dissuasion, l'alliance avec les États-Unis et la « défense active de l'avant » (« *forward active defense*[1] »). Bien qu'ils n'aient jamais été consignés dans un document officiel, ces principes fondamentaux sont à la base de la conception de la sécurité nationale et des structures de force[2]. La dissuasion vise à éviter tout conflit d'ampleur et s'exprime avant tout par l'entretien d'une armée de masse – la septième au monde en effectifs – bien visible et essentiellement terrestre. L'alliance américaine participe aussi à cette posture *via* le déploiement de nombreuses troupes et la garantie nucléaire. Le concept de « défense de l'avant » enfin, vise, en cas de conflit ouvert, à transférer autant que possible la guerre en territoire nord-coréen[3]. Né au milieu des années 1970 pour remplacer des plans qui prévoyaient un repli progressif au Sud afin d'absorber une offensive, l'idée est alors de tenir une ligne de défense au nord de Séoul le temps de mobiliser et d'accueillir les renforts américains pour ensuite contre-attaquer[4].

Malgré le danger persistant d'une attaque conventionnelle, l'environnement sécuritaire de la Corée du Sud s'est considérablement

1. J. Kim, « Strategic Culture of the Republic of Korea », *Contemporary Security Policy*, 35:2, juin 2014, p. 270-289.
2. M. Raska, *Military Innovation in Small States: Creating a Reverse Asymmetry*, Londres/New York, Routledge/Taylor & Francis Group, 2016, p. 102-106.
3. T. Roehrig, *From Deterrence to Rngagement: The U.S. Defense Commitment to South Korea*, Lanham, MD, Lexington Books, 2006, p. 182-184. C'est une modification de l'OPLAN 5027 amorcée dans les années 1970.
4. M. Raska, *Military Innovation in Small States*, *op. cit.*, p. 102-106.

fluidifié depuis le début des années 1990[5]. Le spectre des menaces venant du Nord s'est élargi et s'étend désormais du conflit interétatique de haute intensité avec échange massif de missiles balistiques, potentiellement équipés de charges chimiques et nucléaires, à des hypothèses de mission de maintien de la paix sur fond d'implosion de la République populaire démocratique de Corée (RPDC), en passant par des scénarios non linéaires ou « hybrides » voyant le déploiement de capacités asymétriques[6]. La place de plus en plus importante des armes de destruction massive dans l'arsenal nord-coréen influe sur les options stratégiques à la disposition de Séoul. La planification de défense sud-coréenne se doit aussi de prendre de plus en plus en compte l'environnement stratégique régional : montée en puissance de la Chine, « normalisation » militaire du Japon et accroissement important de son budget de défense, repositionnement des États-Unis en Asie, etc.

Du point de vue opératif et tactique, trois contraintes majeures s'imposent à la défense de la Corée du Sud[7]. La première est d'ordre géographique : il s'agit du manque cruel de profondeur stratégique, ce qui est problématique pour la manœuvre et pour le soutien logistique. La distance entre la zone démilitarisée (DMZ) et Séoul, capitale politique, économique et culturelle de plus de 11 millions d'habitants sur les 51 que compte le pays, est de 50 km environ, à portée de certaines pièces d'artillerie nord-coréennes[8]. En cas de tirs, Séoul pourrait compter 65 000 morts en une journée[9]. Le très fort relief contraint le ciblage, les communications ou encore l'appui de l'artillerie. La mobilité est canalisée dans quelques corridors passant à travers des terrains montagneux. La côte est très longue et difficile à contrôler. La densité de population, avec 519 habitants par km², y est 11 fois supérieure à celle de l'Afghanistan, trois fois à celle de l'Irak[10].

La deuxième contrainte est le rapport de force caractérisé par une forte dissymétrie quantitative. L'armée nord-coréenne est la quatrième au monde en volume. De plus, la RPDC met traditionnellement l'accent sur l'offensive, ce qui se traduit dans le déploiement très en avant de ses unités : pas loin de deux tiers des unités de combat et leur soutien logistique se trouvent entre Pyongyang et la DMZ. Ce dispositif limite les possibilités d'alerte avancée pour la Corée du Sud.

5. M. Raska, *Military Innovation in Small States*, *op. cit.*, p. 96.
6. C.-M. Lee, « A View from Asia: The North Korean Missile Threat and Missile Defense in the Context of South Korea's Changing National Security Debate », *Comparative Strategy*, 24:3, 2005, p. 253-275.
7. M. Raska, *Military Innovation in Small States*, *op. cit.*, p. 100-102.
8. R. W. Riscassi, « The Korean Theater – One of a Kind » interview by Patrecia Hollis, *Field Artillery*, février 1993, p. 9-10.
9. R. Cavazos, *Mind the Gap Between Rethoric and Reality*, NAPSnet special report, 26 juin 2012.
10. Banque mondiale.

La troisième contrainte, certainement la plus importante, est d'ordre politique. Il faut évoquer ici plusieurs points : les difficultés à anticiper et à comprendre les intentions nord-coréennes, le coût excessif de toute attaque préventive, ou encore la participation des grandes puissances qui contraint la politique de défense avec, en particulier, l'ambivalence de la dépendance vis-à-vis des États-Unis dans le domaine de la défense et l'ambiguïté des intentions de la Chine et de la Russie.

Séoul est depuis le milieu des années 2000 à la recherche d'un nouveau modèle de défense qui, tout en maintenant une dissuasion conventionnelle robuste face au Nord, gagnerait en flexibilité pour être en mesure de faire face aux enjeux stratégiques régionaux et globaux d'aujourd'hui et de demain. Face à toutes les contraintes évoquées, la voie menant vers ce nouveau paradigme est étroite et, pour le moment, Séoul peine à se réformer. La Corée du Sud est une véritable puissance militaire, sa modernisation est constante, mais elle rencontre encore de nombreux obstacles.

Après avoir fait le bilan des capacités militaires nord-coréennes et de la posture militaire sur la frontière, cette étude s'attachera à analyser des scénarios possibles de conflits. Dans un deuxième temps, nous décrirons les capacités de défense sud-coréennes, notamment *via* les ambitions technologiques de Séoul dans le domaine des missiles et l'alliance américaine. Enfin, notre dernière partie analysera trois enjeux structurants pour la définition d'un modèle de défense sud-coréen : l'avenir de l'industrie de défense, les difficultés à réformer et la question du service militaire.

Face à la Corée du Nord

De par sa masse et les incertitudes qui entourent les intentions de ses dirigeants, la menace nord-coréenne structure la politique de défense de la Corée du Sud. Peu de pays conservent aujourd'hui à leur porte un ennemi aussi clair. Pour Séoul, il est très difficile de se détourner, ne serait-ce que partiellement, de cette menace d'une armée de plus d'un million d'hommes massée à la frontière et disposant de capacités balistiques et nucléaires qui progressent d'année en année. L'espace géographique proche de la frontière est modelé par cette menace. C'est un point de fixation pour les forces armées de Séoul. Il est vrai que la menace d'une invasion est moins prégnante. Pour autant, les planificateurs de défense ne peuvent écarter cette hypothèse.

Tableau de la menace nord-coréenne

Les forces armées d'active à la disposition de Pyongyang sont estimées à 1 190 000 hommes, des effectifs impressionnants qui reposent sur un service militaire obligatoire allant de 3 à 12 ans selon les armées et les spécialités[11]. Il faut y ajouter les forces paramilitaires et de réserve regroupant entre 5,7 et 7,7 millions d'hommes[12]. Derrière ces chiffres démesurés se cache cependant une armée que ses dirigeants ont du mal à nourrir et une force vieillissante dont la plupart des équipements sont anciens, voire dépassés et sans réels signes de modernisation en cours. Pyongyang consacre en revanche un effort important à ses capacités non conventionnelles : balistique, nucléaire, chimique et biologique, forces spéciales, cyber et guerre électronique[13].

Les armées nord-coréennes sont centrées sur une force terrestre de plus d'un million d'hommes. Cette dernière est organisée autour d'unités d'infanterie légère (27 divisions et 14 brigades indépendantes) appuyées

11. *Military Balance 2017*, IISS, Abingdon, Routledge, 2017, p. 303.
12. Comme « l'Armée rouge des travailleurs et des paysans » ou les « Gardes des jeunesses rouges », *Military Balance 2017*, *op. cit.*, p. 306 ; *Understanding North Korea*, Ministry of Unification, Republic of Korea, 2014, p. 185-186.
13. La Corée du Nord aurait le troisième arsenal chimique au monde. Sa capacité de production annuelle d'agents chimiques serait de 4 500 tonnes en temps de paix et 12 000 tonnes en temps de guerre. Les stocks détenus seraient de 2 500 à 5 000 tonnes (gaz moutarde, phosgène, sarin et agents V). La RPDC posséderait environ 150 têtes chimiques pour ses missiles. *Jane's Sentinel Security Assessment – China and Northeast Asia*, Jane's Information Group, août 2016.

par des unités mécanisées (4 brigades) et blindées (1 division et 15 brigades) et par une très importante artillerie (7 900 obusiers de tous calibres et 2 500 LRM). La plupart des 3 500 chars sont obsolètes (T-34, T-54 ou T-55), à l'exception du *Pokpung-Ho*, char de combat dérivé du T-72 dont 300 exemplaires seraient en service.

L'armée de l'air compte 110 000 hommes et aligne environ 500 avions et 280 hélicoptères de tous types. Elle n'a pas acquis de nouveaux chasseurs depuis les années 1990. Les seuls pouvant menacer, à la marge, la supériorité aérienne des forces sud-coréennes et américaines sont les 18 MIG-29 *Fulcrum*[14] et les 56 MIG-23ML et P. Pour le reste, elle doit compter sur environ 300 antiques MIG-15, 17, 19 et F-13/PFM. Pyongyang dispose par ailleurs de 200 biplans AN-2 qui pourraient être utilisés pour l'infiltration de forces spéciales. De plus, les entraînements des pilotes sont limités et n'excéderaient pas 20 à 30 heures par an, essentiellement faute de carburant[15].

Les systèmes anti-aériens nord-coréens sont, dans leur très grande majorité, eux aussi vieillissants : S-200 (38 exemplaires) et S-75 de moyenne portée (179 exemplaires), ou SA-13 de courte portée (133 exemplaires)[16]. Mais Pyongyang dispose toutefois de quelques systèmes plus modernes de production locale, comme des S-75 modifiés ou quelques KN-06 auxquels on prête des capacités similaires aux premières versions du S-300P[17].

La marine a des effectifs estimés entre 46 000 et 60 000 hommes[18]. Elle repose sur plus de 380 navires de patrouille côtière et une vingtaine de bâtiments de lutte anti-mines. Pyongyang utilise tout de même deux frégates de type *Najin* datant des années 1970 et cherche, depuis 2012, à en construire deux à quatre nouvelles[19]. Dès le début des années 2000, la Corée du Nord s'est bâti une flotte de bateaux d'attaque rapide. Certains sont équipés de missiles antinavires Kh-35E (KN-09) ou de lance-roquettes multiples. Surtout, le pays entretient la deuxième ou troisième plus nombreuse flotte de sous-marins au monde avec environ 20 sous-marins d'attaque et 50 de poche[20]. Certes, la plupart sont anciens, mais les

14. S. Mitzer et J. Olieman, « The KPAF Investigated: North Korea's MiG-29s », *Oryx Blog*, 19 février 2014, disponible à l'adresse : spioenkop.blogspot.com.
15. Entretien avec un officier général sud-coréen X, 3 juillet 2017.
16. D. Majumbar, « Don't Underestimate North Korea's Air Defense Missiles », *War is Boring*, 15 avril 2017. La Corée du Nord dispose aussi de milliers de MANPADS et de pièces d'artillerie antiaériennes.
17. Proche en apparence du FD-2000 (HQ-9) chinois.
18. B. Prézelin, *Flottes de combat 2016*, Marines Éditions, 2016 ; *Military Balance 2017*, *op. cit.*, p. 304.
19. C. O'Caroll, « Exclusive: New Low-Visibility Corvette Spotted in North Korea », *NK News*, 8 novembre 2016.
20. H.I. Sutton, « North Korean Submarines », *Covert Shores*, 18 mars 2017.

équipages sont disciplinés, compétents et agressifs. Les modèles les plus nombreux (40 exemplaires) sont les sous marins de poche de classe *Sang-O*. La vingtaine de sous-marins d'attaque diesel de classe *Romeo*, les plus grands en service (76,68 m), est théoriquement capable d'opérer jusque dans la mer de Chine de l'Est et le Pacifique Ouest. Enfin, Pyongyang chercherait logiquement à développer un sous-marin lanceur de missiles balistiques, nécessaire à la mise en œuvre de sa stratégie de dissuasion[21].

Les « forces spéciales » nord-coréennes sont une composante clé qui a été favorisée par le régime ces dernières années. Elles ne compteraient pas moins de 200 000 hommes[22], répartis en deux grandes catégories : des unités d'infanterie légère dont le volume a beaucoup augmenté depuis 2003 (140 000 hommes) et le 11e Corps d'assaut (60 000), considéré comme le réservoir des « vraies » unités spéciales. Leur mission principale serait d'établir un second front dans la profondeur stratégique sud-coréenne en visant principalement les centres de commandement ou les bases aériennes[23].

Autre capacité à s'être particulièrement développée : le cyber. Pyongyang disposerait d'une unité dédiée de plus de 3 000 hommes[24]. L'attaque menée contre Sony en décembre 2014 est symbolique mais de nombreuses autres ont eu lieu comme celle de 2013 qui a paralysé 32 000 ordinateurs, notamment chez les deux plus grands radiodiffuseurs sud-coréens[25]. La Corée du Nord use aussi de capacités de guerre électronique. Elle s'est par exemple montrée capable à plusieurs reprises de brouiller le signal GPS à proximité de la DMZ. Pour terminer sur les moyens asymétriques, il est aussi intéressant d'évoquer la guerre psychologique. Les objectifs principaux de Pyongyang sont ici de diffuser sa « doctrine révolutionnaire » et d'instiller un sentiment antigouvernemental et anti-américain au Sud. Pour ce faire, Pyongyang utilise de nombreux vecteurs : haut-parleurs sur la DMZ, télévision, radio, etc. De janvier 2016 à février 2017, plus de deux millions de tracts nord-coréens ont été retrouvés au Sud[26]. Les campagnes de propagande sont de plus en plus souvent menées *via* internet, par exemple pour diffuser de fausses informations.

21. Classe *Gorae* ou *Sinpo,* serait capable d'emporter 1 KN-11. J. Bermudez, « North Korea's SINPO-class Sub: New Evidence of Possible Vertical Missile Launch Tubes », *38th North*, 8 janvier 2015.
22. *2014 Defense White Paper*, Republic of Korea Ministry of National Defense, 2014, p. 29.
23. *Jane's World Armies North Korea*, IHS Jane's, 2016 et *Military and Security Developments Involving the Democratic People's Republic of Korea*, Office of the Secretary of Defense, 2015, p. 12.
24. M. Fisher, « South Korea under Cyber Attack: Is North Korea Secretly Awesome at Hacking? », *The Washington Post*, 20 mars 2013.
25. F. M. Kaplan, *Dark Territory: The Secret History of Cyber War*, New York, Simon & Schuster, 2016, p. 263-285.
26. « Over 2 million N. Korean Leaflets Collected in S. Korea over Past Year », *Yonhap News*, 12 avril 2017.

Mais la priorité de la Corée du Nord va surtout aux programmes nucléaire et balistique. Si la plupart des vecteurs nord-coréens manquent de précision et de fiabilité, Pyongyang n'en possède pas moins une gamme de missiles très complète et en amélioration constante. En ce qui concerne les missiles de courte portée, la RPDC déploie des SCUD B, C, D et ER et des KN-02, version améliorée du missile russe *SS-21*. Les missiles *Nodong* sont les principaux engins de moyenne portée. Pyongyang disposerait d'une dizaine de vecteurs de portée intermédiaire (IRBM) *Taepodong-1* et *Musudan* dont la fiabilité reste discutée. Le *Hwasong-12*, missile transportable d'une portée estimée à 4 500 km, a été testé avec succès le 14 mai 2017, puis le 28 août 2017 avec un tir dont la trajectoire est passée au-dessus du Japon. Dans le domaine des missiles intercontinentaux (ICBM), le *Taepodong-2*, est une fusée à trois étages d'une portée estimée entre 10 000 et 15 000 km, ce qui permettrait éventuellement d'atteindre le territoire américain. Ce missile a cependant connu beaucoup d'échecs. L'un de ses dérivés, l'*Unha-3,* a en revanche réussi à mettre en orbite deux satellites d'observation au cours de deux tirs en décembre 2012 et en février 2016. Surtout, le 3 juillet 2017, le *Hwasong-14* est le premier ICBM testé avec succès par Pyongyang. Un deuxième tir de ce missile le 28 juillet 2017 démontre qu'il peut atteindre une bonne part des États-Unis avec une portée estimée de plus de 10 000 km. Le *Pukgeukseong-1* (KN-11), un missile de courte portée (1 200 km) pouvant être lancé depuis un sous-marin, a été testé pour la troisième fois le 24 août 2016 et pourrait être opérationnel à l'horizon 2020. Au total, la RPDC aurait actuellement dans ses inventaires 700 à 1 000 missiles balistiques, dont 45 % de SCUD et 45 % de *No Dong*. Parmi eux, 500 à 700 seraient disponibles rapidement[27].

Dans le domaine nucléaire, après six essais, dont le dernier du 6 septembre 2017 pourrait être celui d'une bombe à hydrogène, la Corée du Nord possède les infrastructures, les technologies et les compétences pour produire des armes atomiques au minimum équivalentes à la première génération de bombes américaines. La question de sa capacité à miniaturiser les têtes nucléaires se pose de moins en moins. Des déclarations de hauts responsables américains et sud-coréens affirment que Pyongyang est parvenu à ce stade crucial de développement d'un arsenal nucléaire[28]. En août 2017, des fuites d'un rapport de la *Defense Intelligence Agency* américaine ont confirmé cette analyse[29]. Les experts

27. *Jane's Sentinel Security Assessment – China and Northeast Asia*, Jane's Information Group, août 2016.
28. S. Kim, « North Korea Can Miniaturize Nuclear Warhead Relatively Quickly », *Bloomberg*, 7 avril 2015.
29. J. Warrick, « North Korea Now Making Missile-Ready Nuclear Weapons, U.S. Analysts Say », *The Washington Post*, 8 août 2017.

estiment que Pyongyang disposerait aujourd'hui d'entre 13 et 21 armes nucléaires, avec la possibilité, d'ici à cinq ans, d'en détenir 50 à 100, y compris montées sur des ICBM[30].

Si la menace conventionnelle nord-coréenne demeure structurante pour son voisin du Sud, la préoccupation majeure de Séoul est désormais la menace balistico-nucléaire et les autres capacités non conventionnelles. Cet état de fait complique considérablement ses calculs stratégiques et lui impose l'acquisition ou l'entretien de capacités complexes et coûteuses.

Sur le 38e parallèle

La défense de la frontière est ce qui structure le plus les armées sud-coréennes. C'est leur principale raison d'être, mais aussi une contrainte majeure pour la modernisation de l'outil de défense. Cette frontière est délimitée par plusieurs lignes héritées de l'armistice de 1953[31]. La *ligne militaire de démarcation* (MDL) est la ligne de cessez-le-feu établie en 1953. Matérialisée par 1 291 panneaux jaunes, elle fait office de frontière. À deux kilomètres de part et d'autre de la MDL se trouvent les *lignes « Nord » et « Sud*[32] *»* qui encadrent une bande de 4 km de large sur 238 km de long[33] : c'est la zone démilitarisée (DMZ), vidée de ses habitants, qui s'étend de l'embouchure de la rivière Imjin à la commune de Myeongho-ri.

Par la force des choses, la défense de la frontière est aussi une contrainte d'aménagement du territoire. Au Sud, la *ligne de contrôle civil* (CCL), située entre 10 et 15 km au sud de la MDL, délimite une zone où les accès sont restreints pour les civils. Enfin, on trouve jusqu'à 50 km au sud de la MDL des districts militaires sécurisés soumis à des restrictions comme l'interdiction de certaines activités industrielles ou de la construction de bâtiments en hauteur[34]. Au fil des années, ces limites ont beaucoup évolué dans certaines zones, en particulier pour favoriser le

30. D. Albright, « Future Directions in the DPRK's Nuclear Weapons Program: Three Scenarios for 2020 », *North Korea's Nuclear Futures Series*, US-Korea Institute at SAIS, 2015 ; S. Y. Ahn et J. S. Wit, « North Korea's Nuclear Futures: Technology and Strategy », *North Korea's Nuclear Futures Series*, US-Korea Institute at SAIS ; et J. Lewis, « North Korea's Nuke Program Is Way More Sophisticated Than You Think », *Foreign Policy*, 9 septembre 2016.

31. V. Gelézeau, « Life on the Line: People and Places of the Korean Border » *in* K. Ceuster, A. Delissen et V. Gelézeau (dir.), *De-bordering Korea: Tangible and Intangible Legacies of the Sunshine Policy*, New York, Routledge, 2013, p. 13-33.

32. L'accord d'armistice interdit de franchir les limites sud et nord, mais les deux pays ont depuis longtemps bravé cette interdiction en faisant avancer leurs obstacles et leurs postes de combat.

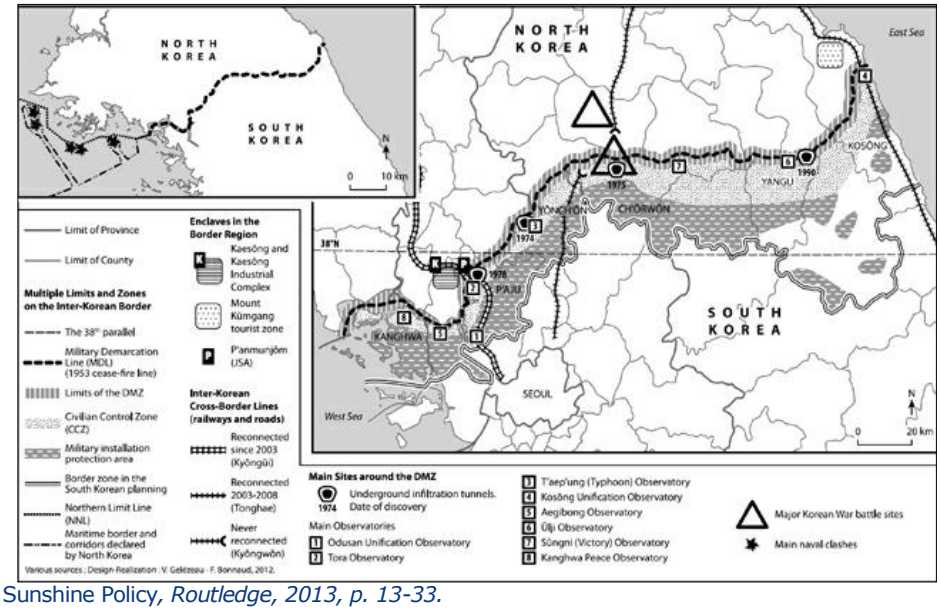
33. K.-B. Ham, « La zone démilitarisée, une terre où fleurissent les rêves d'unification », *Koreana*, automne 2016, p. 4-11.

34. V. Gelézeau, « Life on the Line: People and Places of the Korean Border », *op. cit.*

développement et faciliter la vie des habitants. Ainsi, dans la province de Chorwon, la CCL n'est plus qu'à une distance de 2 à 5 km de la DMZ[35]. Dernière limite administrative, la « zone frontière » officiellement désignée par les autorités couvre environ 7 000 km², soit 7 % de la surface totale du pays et où sont stationnés 400 000 soldats sud-coréens (80 % des effectifs). À moins d'une cinquantaine de kilomètres de la DMZ, Séoul jouxte directement ces espaces frontaliers.

Géographie de la zone frontière

Source : V. Gelézeau, « Life on the Line: People and Places of the Korean Border » in K. Ceuster, A. Delissen et V. Gelézeau (ed.), De-bordering Korea: Tangible and Intangible Legacies of the



Sunshine Policy, *Routledge, 2013, p. 13-33.*

Traversé par la MDL, le village de Panmunjon, où fut signé le cessez-le-feu de 1953, est une *Joint Security Area* (JSA) occupée par les deux armées ainsi que par la Commission d'armistice militaire du Commandement des Nations unies (UNCMAC[36]) et la Commission de supervision des nations neutres (NNSC[37]). C'est le seul endroit où les soldats des deux camps se font face directement. La commission d'armistice s'y réunit en cas de violation, mais il y a aussi des réunions quotidiennes afin de régler les problèmes administratifs plus élémentaires.

35. Ceuster, K. de, A. Delissen et V. Gelézeau (dir.), *De-bordering Korea, op. cit.*
36. L'UNCMAC a été établie en juillet 1953 pour superviser l'accord d'armistice. Elle est stationnée à Séoul et à Panmunjon. Elle est constituée de 5 membres : deux généraux coréens, un général américain, un général britannique et un membre du groupe de conseillers de l'UNCMAC.
37. La NNSC a été créée pour vérifier que, conformément aux articles 13c et 13d de l'armistice, des renforts n'étaient pas acheminés en Corée. Composée à l'origine de Polonais, Tchécoslovaques, Suisses et Suédois, elle n'a plus aujourd'hui que des représentants des deux pays et son rôle consiste surtout en un canal de communication entre Corée du Nord et du Sud.

La défense de la DMZ s'appuie sur des obstacles et des moyens de surveillance. Une clôture s'étend ainsi sur toute sa longueur. Elle est parsemée de postes de surveillance. Des équipements d'observation sophistiqués sont de plus en plus fréquemment employés afin d'aboutir à « un système de garde scientifique[38] » largement automatisé qui permettrait ainsi de réduire les effectifs mobilisés. Des capteurs divers provoquent des alarmes dans les postes de surveillance et les soldats peuvent utiliser des caméras de surveillance pour vérifier la réalité de la menace. Une unité d'intervention peut ensuite être envoyée. Le « robot » de surveillance Samsung SGR-A1, doté d'une certaine autonomie et d'une capacité de tir, testé à partir de 2010 et dont plusieurs exemplaires seraient opérationnels aujourd'hui, est un autre exemple de cette démarche.

Des mines sont employées massivement pour valoriser les défenses, faisant de la DMZ une des zones les plus minées du monde[39]. En 2006, le Corée du Sud a annoncé avoir posé 970 000 mines dans la zone sud de la DMZ et 30 000 dans la CCZ[40], soit 118 km² de zones minées[41]. Les unités sud-coréennes découvrent aussi régulièrement des mines nord-coréennes lors de leurs patrouilles (258 entre 2010 et 2014[42]). Le 4 août 2015, deux soldats sud-coréens ont ainsi été gravement blessés par l'explosion de plusieurs mines nord-coréennes lors d'une patrouille de routine sur la DMZ[43]. Pour ralentir une éventuelle progression nord-coréenne, des obstacles sont préparés sur les axes. On trouve par exemple des arches de béton qui enjambent les routes, équipées de dispositifs de minage permanents permettant à Séoul de les détruire en cas de guerre.

Les armées sont structurées pour une posture de défense ferme sur cette ligne. La doctrine sud-coréenne, inspirée des manuels américains, est fondée sur la manœuvre et la modularité. Mais compte tenu des contraintes du terrain et des capacités, elle est difficile à mettre en œuvre. À part quatre brigades blindées et cinq divisions mécanisées, l'armée de Terre est constituée en majorité de 17 divisions d'infanterie légère dont les unités de combat ne sont pas dotées de véhicules. Seul le VIIe Corps de manœuvre, articulé autour de deux divisions d'infanterie mécanisée, a une mission véritablement mobile d'intervention dans les intervalles.

38. *2016 Defense White Book*, *op. cit.*, p. 55-56.
39. Il faut noter que les États-Unis, qui ont interdit l'emploi des mines anti-personnel, ont fait une exception pour la Corée du Sud.
40. *Clearing the Mines 2016*, Report for the Fifteenth Meeting of States Parties to the Anti-Personnel Mine Ban Convention, p. 302-303.
41. C.-H. Kim, « Find One Million: War with Landmines », *Korea Times*, 3 juin 2010.
42. « Military Urges Extra Care on Land Mines from North Korea », *Korea Herald*, 14 juillet 2014.
43. *2016 Defense White Book*, *op. cit.*, p. 242-245. Il s'agissait d'une action de minage offensif.

Une nouvelle menace est récemment apparue sur la DMZ : les drones aériens. En juin 2017, un drone nord-coréen s'est écrasé après avoir survolé et photographié le site de déploiement du système THAAD. Des incidents de ce type sont assez fréquents depuis au moins 2014 et la découverte au sol, en Corée du Sud, de trois drones nord-coréens. La Corée du Nord disposerait aujourd'hui de plus de 300 drones, certains pouvant être armés d'explosifs. Leur niveau technologique est encore modeste mais la menace est déjà réelle. D'où la décision, annoncée en juin 2017, d'acquérir « en masse » et de déployer sur toutes les installations sensibles le radar multifonction TPS-880 de LIG Nex1 capable de détecter les drones de petite dimension.

La frontière maritime à l'ouest de la péninsule est une autre zone majeure de tension. La *Northern Limit Line* (NLL) est la prolongation unilatérale de la DMZ dans la mer Jaune. Elle a en effet été promulguée le 30 août 1953 par l'UNC. Elle se situe approximativement à mi-distance entre la côte nord-coréenne et cinq îles reconnues sous le contrôle de l'ONU par l'armistice. Depuis 1973, cette ligne est contestée par Pyongyang qui réclame la souveraineté sur 12 miles nautiques au sud de la NLL au titre de ses eaux territoriales[44]. Cette zone a été le lieu d'affrontements navals et d'incidents répétés depuis 1999[45]. Les plus importants ont eu lieu en mars 2010 lorsque le *Cheonan*, une corvette sud-coréenne de 1 200 tonnes, a été coulé par une torpille CHT-02D tirée par un sous-marin nord-coréen, faisant 46 morts dans l'équipage[46]. Le 23 novembre de la même année, l'artillerie du Nord bombarde à coups de lance-roquettes multiples (170 roquettes tirées) l'île de Yeonpyong qui se trouve sur la zone frontière causant la mort de deux *marines,* deux civils, et 19 blessés. Les Sud-Coréens ont alors riposté avec des obusiers K-9.

Ces événements constituent un tournant pour la défense sud-coréenne, aboutissant à la mise en œuvre de nouvelles mesures. Les règles d'engagement sont modifiées pour ne plus se limiter à une riposte strictement proportionnelle, et autorisent ainsi les forces sud-coréennes à frapper des unités non directement concernées par l'agression. Ces règles se veulent dissuasives mais négligent de fait tout risque d'escalade. Plus tard, en 2013, Corée du Sud et États-Unis finalisent un plan visant à répondre plus fortement et plus rapidement aux provocations nord-

44. T. Roehrig, « The Origins of the Northern Limit Line Dispute », Woodrow International Center for Scholars, mai 2012.
45. B. E. Bechtol, *The Last Days of Kim Jong-Il: The North Korean Threat in a Changing Era*, Potomac Books, 2013, p. 57-88.
46. « Joint Investigation Report on the Attack against the ROKS Ship Cheonan », Ministry of National Defense of the Republic of Korea, septembre 2010.

coréennes. Ces mesures semblent porter leurs fruits. En réponse au tir d'ICBM nord-coréen du 4 juillet 2017, un exercice de tir de missiles sol-sol américano-coréen est mené moins de 15 heures plus tard. Une telle réactivité aurait été impensable auparavant. Les équipements militaires déployés sur les îles sont renforcés (automoteurs d'artillerie, missiles sol-air, hélicoptères d'attaque, etc.). Des déclarations officielles précisent qu'en cas de nouvelles provocations, l'arme aérienne serait utilisée[47], ce qui n'était pas le cas auparavant dans un souci de proportionnalité. En juin 2011 est créé un commandement de la défense des îles du nord-ouest. Il inclut une division de *marines* et le bataillon de défense de Yeongpyong, et il a une importante tâche de coordination avec la marine. Une grande autonomie est laissée à son chef pour répondre rapidement à d'éventuelles provocations.

La DMZ structure les forces armées sud-coréennes. Près de 100 000 hommes de l'armée de Terre sont déployés à proximité de la DMZ et un peu moins de 10 000 *marines* patrouillent sur 255 km de côte à l'ouest de l'île de Ganghwa[48]. En alerte permanente, ce dispositif défensif indispensable a toutefois un coût élevé : il pénalise les entraînements et ralentit la transformation des armées.

Scénarios de conflits : de la haute intensité à la stabilisation

Depuis 1953, des officiers sud-coréens et américains se consacrent à la planification de la deuxième guerre de Corée. De nombreux scénarios sont envisagés, parmi lesquels trois sont présentés dans cette étude. Le premier est celui d'une attaque nord-coréenne de grande ampleur[49], peu probable mais toujours possible, notamment de par le caractère agressif et militariste de son dirigeant Kim Jong-Un[50]. Elle ne prendrait probablement pas la forme d'une offensive massive d'emblée mais pourrait être le résultat d'une montée en tension progressive suite à un incident qui pourrait tout aussi bien venir du Sud (frappes préemptives) que du Nord.

47. « South Korea Beefs up Offensive Posture against N. Korean Threats: Commander », *Yonhap,* 8 avril 2011.
48. P. M. Cronin, « Breakthrough on the Peninsula », Washington, D.C., Center for a New American Security, 2016.
49. M. E. O'Hanlon, *The Future of Land Warfare*, Washington, D.C, Brookings Institution Press, 2015, p. 90-104 ; F.-S. Gandy « What Would a Second Korean War Look Like? », *The Diplomat*, 19 avril 2017 ; R. Farrell, « Thunder Run to Seoul: Assessing North Korea's War Plan », Modern War Institute, 25 avril 2017.
50. Entretien avec Cheong Seong-Chang, Sejong Institute, 10 juillet 2017.

Dans un tel scénario, les Nord-coréens pourraient engager jusqu'à 700 000 hommes, soit les unités stationnées à proximité de la DMZ, 8 000 pièces d'artillerie, 2 000 chars, 300 avions de combat et une cinquantaine de sous-marins. Étant donné le niveau d'alerte de l'armée nord-coréenne, une telle attaque ne nécessiterait que trois jours de préparation, celle-ci pouvant être masquée par la tenue d'exercices d'alerte. Pyongyang chercherait à créer la panique avec des frappes chimiques sur les arrières mais aussi avec des cyberattaques. L'objectif principal de l'offensive, précédée de frappes massives d'artillerie, pourrait être de se saisir de tout ou d'une partie de Séoul. Des tentatives d'infiltration de volumes importants de forces spéciales afin de déstabiliser les lignes de communication arrière auraient certainement lieu. Les lignes de communication maritimes seraient elles aussi menacées par les sous-marins nord-coréens. Globalement la gestion des zones arrière pourrait être problématique puisque les effectifs relativement faibles des unités de réserve sud-coréennes (2nd Commandement opérationnel) se retrouveraient face aux forces spéciales nord-coréennes. Il faut aussi souligner la complexité de l'évacuation d'environ 1,4 million de civils de la zone de la DMZ ainsi que celle des ressortissants étrangers.

Les 28 500 soldats américains sur place seraient assez rapidement rejoints par une partie de ceux stationnés au Japon, puis par les réservistes sud-coréens et des troupes américaines venant des États-Unis. Les unités américaines déployées depuis le territoire américain pourraient être la 101e division aéroportée (unité d'alerte, déployable n'importe où dans le monde sur très court préavis), une division de *marines* et éventuellement une autre division de l'Army, soit une capacité de niveau corps d'armée de 150 000 hommes environ. Il faudrait aussi compter, avec tous les porte-avions disponibles, une vingtaine de navires amphibies environ 75 000 hommes de la Navy et de l'Air Force. Les Sud-coréens envisagent une force américaine pouvant atteindre jusqu'à 690 000 hommes[51] mais atteindre ce volume nécessiterait plusieurs semaines. Des forces des pays membres de l'UNC seraient aussi déployées.

La doctrine nord-coréenne met l'accent sur l'infiltration d'unités légères, les formations blindées étant utilisées en appui. Cependant, la progression de ces unités vers Séoul serait difficile, en particulier face à la supériorité aérienne américano-coréenne acquise en trois jours environ et à la suprématie aérienne qui le serait quelques jours plus tard[52]. Une fois l'attaque stoppée, les forces américano-coréennes lanceraient une contre-

51. B. W. Benett, *Preparing for the Possibility of a North Korean Collapse*, RAND, 2013, p. 170.
52. « JCS Chief Nominee Expects Air Superiority to be Secured in 3 Days in Peninsula Contingency », *Yonhap*, 18 août 2017.

offensive. La question de savoir jusqu'où cette dernière pourrait « remonter » est éminemment politique, mais ce scénario se conclurait quasi-inévitablement par la destruction des capacités conventionnelles nord-coréennes.

Le recours à l'arme nucléaire par la Corée du Nord apparaîtrait très probable dans les cas où la survie du régime serait menacée. Les Américains qui, de leur côté, n'excluent pas non plus l'emploi en premier face à Pyongyang, seraient alors d'autant plus susceptibles de mener une frappe de représailles nucléaires limitées. La réaction chinoise dans un tel scénario sera évidemment déterminante mais demeure pour l'heure impossible à prévoir dès lors qu'elle dépendra du contexte et de son évaluation des risques. Elle consisterait au minimum à sécuriser sa frontière avec la Corée du Nord en créant une zone tampon de 50 à 100 km, notamment face à la crainte d'un afflux de réfugiés. La présence en Corée du Sud de près d'un million de ressortissants chinois complexifie encore les prévisions quant à l'attitude de Pékin.

Un second scénario, en apparence moins dramatique, serait celui d'une déstabilisation de la Corée du Nord[53]. Elle pourrait par exemple être le résultat d'une « révolution de palais » venant des services de sécurité ou des armées ou, moins probablement, d'un soulèvement populaire. Ces hypothèses ont été très sérieusement envisagées à la fin du règne de Kim Jong-Il et dans les premières années au pouvoir de son fils. Elles semblent moins probables aujourd'hui tant le contrôle de Kim Jong-Un sur les armées s'est accru, notamment *via* le renforcement du rôle des commissaires politiques[54].

Quoi qu'il en soit, le désordre qui résulterait d'une vacance du pouvoir pourrait conduire à une intervention militaire du Sud dans un but de stabilisation plus ou moins coercitive et de prise de contrôle des arsenaux nucléaires, chimiques et biologiques. L'opposition de certains cadres de l'ancien régime à une telle opération serait alors probable tandis qu'une frange, impossible à mesurer, de la population nord-coréenne pourrait se soulever en tirant profit des importants stocks d'armes à travers tout le pays et reprenant ainsi le « mythe de la guérilla » savamment entretenu par les légendes autour de l'héroïque résistance de Kim Il-Sung.

53. A. Long, « Insurgency in the DPRK? Post-regime Insurgency in Comparative Perspective », *The North Korea Instability Project*, US-Korea Institute at SAIS, mars 2017 ; B. W. Bennett et J. Lind, « The Collapse of North Korea : Military Missions and Requirements », *International Security*, vol. 36, n° 2, 2011, p. 84-119 ; B. W. Bennett, *Preparing for the Possibility of a North Korean Collapse*, RAND, 2013 ; B. E. Bechtol, *North Korea and Regional Security in the Kim Jong-Un Era: A New International Security Dilemma*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2014, p. 56-72 ; M. E. O'Hanlon, « North Korea Collapse Scenarios », Brookings, 9 juin 2009.
54. Entretien avec Cheong Seong-Chang, Sejong Institute, 10 juillet 2017.

Une opération de stabilisation pourrait être menée par l'armée sud-coréenne, avec un important appui américain et, éventuellement, être suivie plus tard d'une opération multinationale sous l'égide de l'ONU. Au total, elle nécessiterait, pour sécuriser un pays de 25 millions d'habitants, entre 260 000 et 600 000 hommes au sol dont deux ou trois brigades dédiées aux missions de combat[55]. Mais, bien entendu, tout dépendra de l'attitude des forces nord-coréennes et de celle de la population. Là encore la réaction chinoise jouerait probablement un rôle déterminant, sans qu'il soit possible de le préciser plus avant. Comme dans le précédent scénario, la mise en place d'une zone tampon de l'autre côté du Yalu serait sans doute le niveau d'engagement minimum pour Pékin.

La progression vers le Nord de cette force de stabilisation pourrait se faire par étapes, selon la stratégie de la « tache d'huile. » Après avoir franchi la MDL, elle chercherait d'abord à tenir une large bande au nord de la DMZ. Dans le même temps, des opérations amphibies s'empareraient des ports de Nampo à l'ouest et Chongjin au nord-est. La progression se poursuivrait ensuite vers le Nord, au fur et à mesure de l'arrivée des renforts. La sécurisation rapide des lignes de communication serait cruciale afin de permettre l'acheminement de l'aide humanitaire.

Ce scénario poserait enfin des enjeux inédits en matière de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) de l'armée nord-coréenne[56]. La sécurisation des armes de destruction massive serait à cet égard une mission évidemment prioritaire, sans doute confiée à une composante de forces spéciales de 3 000 à 10 000 hommes avec une très forte participation des Américains et leur appui technique. Cette dernière pourrait être remplie selon trois grands modes d'action opératifs : contenir leurs transferts en contrôlant les approches aériennes, maritimes et terrestres de la Corée du Nord ; mener des opérations de surveillance afin d'attaquer des cibles d'opportunité ; inspecter et sécuriser les sites.

Un troisième scénario structurant pour la défense sud-coréenne concerne des provocations nord-coréennes (missiles, tirs d'artillerie, etc.) ne dégénérant pas en affrontement armé massif. On pourrait tout à fait envisager une dégradation graduelle de la situation sécuritaire avec des échanges de tirs réguliers, voire des combats localisés, ce type de conflit

55. La question de la quantité de troupes à déployer au sol afin d'avoir le plus de chance possible de réussir une opération a ainsi fait l'objet d'un débat récurrent dans le champ stratégique. La plupart des experts s'accordent cependant sur un ratio de soldats à déployer/population allant de 10 à 20 pour 1 000. Lire, notamment : J. Quinlivan, *The Painful Arithmetic of Stability Operations*, RAND, 2003 et J. J. Mac Grath, *Boots on the Ground, Troops Density in Contingency Operations*, Global War on Terrorism Paper, Combat Studies Institute Press, 2006.

56. B. W. Bennett, « Preparing for the Possibility of a North Korean Collapse », *op. cit.*, p. 183.

étant possible même lorsque deux puissances nucléaires se font face. La guerre de Kargil entre l'Inde et le Pakistan en 1999 en est l'illustration. Ce type de scénario ne nécessite pas des capacités militaires massives mais plutôt des moyens de détection et de frappes puissantes et précises, d'une chaîne de renseignements très développée et d'un commandement efficace. L'importance stratégique de la maîtrise de la violence en vue d'enrayer toute escalade exigerait à cet égard un système de commandement et de contrôle (C2) particulièrement performant et sans doute assez centralisé – la diplomatie primant ici sur l'efficacité militaire. La coordination politico-militaire entre Séoul et Washington serait très complexe. Les Américains craignent qu'une crise puisse être mal gérée par le gouvernement coréen et qu'elle prenne de l'ampleur. Les Sud-coréens sont quant à eux inquiets que les États-Unis puissent engager une intervention militaire sans leur accord. Ce dernier point a d'ailleurs fait l'objet de vifs débats lors de la crise de l'été 2017 et a poussé le président Moon à déclarer qu'une « action miliaire sur la péninsule coréenne ne peut être décidée que par la République de Corée[57] ».

La masse représentée par les armées de Pyongyang, la contrainte majeure d'avoir à défendre une frontière sans bénéficier de profondeur stratégique, et l'amplitude des scénarios qu'il est nécessaire d'envisager, laissent peu de marges de manœuvre à Séoul pour construire un modèle d'armée crédible et efficace.

57. « Moon Vows more Diplomatic Efforts to Denuclearize N. Korea », *Yonhap*, 15 août 2017.

Le pari de la modernité

La volonté de modernisation de l'outil militaire est un marqueur des armées sud-coréennes depuis la guerre de Corée. À la veille du déclenchement des hostilités, Séoul n'a que 100 000 hommes dans ses forces armées. Jusqu'à fin 1951, les unités de Séoul sont peu fiables au combat. À partir de 1952, grâce à l'aide massive américaine et à un important effort d'équipement, de formation des cadres et d'entraînement, elles regagnent la confiance des Américains. Lorsque l'armistice est signé le 27 juillet 1953, l'armée du Sud compte 600 000 hommes et défend deux tiers de la frontière. Aujourd'hui encore, les militaires sud-coréens éprouvent une grande fierté que leurs prédécesseurs aient su constituer une armée de qualité en pleine guerre. La modernisation s'est ensuite poursuivie, avec des accélérations dans les années 1970, puis à partir des années 2000. Cependant, le nécessaire entretien d'une armée de masse ainsi que la dépendance vis-à-vis des États-Unis sont des obstacles qui contraignent aujourd'hui les volontés de modernisation.

Les armées sud-coréennes

Dès la première constitution de 1948, le président de la République de Corée occupe la fonction de chef des armées et exerce à ce titre une très grande influence sur la définition de la stratégie et le processus décisionnel[58]. Il est assisté dans sa tâche par un conseil national de sécurité et un conseiller spécialement désigné. Le ministre de la Défense reçoit ses ordres du président *via* le Premier ministre et les transmet à un président du comité des chefs d'état-major créé sur le modèle américain du *Chairman of the Joint Chiefs of Staff*, qui assure avant tout un rôle de coordination entre les chefs d'état-major des trois armées, lesquels demeurent les véritables centres du pouvoir militaire, au prix d'inévitables luttes interarmées[59].

L'armée de Terre domine traditionnellement le reste du dispositif, même si un rééquilibrage a été amorcé. Elle rassemble 495 000 hommes et 600 000 réservistes. Un contingent de 140 000 appelés fournit les effectifs des militaires du rang. Elle est organisée autour de trois armées[60]. La 1ère armée (3 corps d'armée, 9 divisions de manœuvre) occupe les positions

58. J. Kim, « Strategic Culture of the Republic of Korea », *op. cit.*, p. 270-289.
59. *Jane's Security Sentinel Assessment – China and NorthEast Asia*, Jane's Information Group, avril 2016.
60. Il est prévu de fusionner les 1ère et 3e armées.

défensives aux abords est de la DMZ. La 3e armée (4 corps d'armée, 10 divisions de manœuvre) est en charge de l'ouest, la zone la plus sensible. Le « deuxième commandement opérationnel de l'armée de Terre » (ex-2e armée) a lui pour mission de commander la zone arrière. Il ne compte aucun corps d'armée et contrôle 8 divisions de réserve et leurs unités d'appui. Si comme au Nord, on note une prévalence de l'infanterie et de l'artillerie, la supériorité technologique de Séoul est évidente. Des efforts sont faits par ailleurs pour améliorer la capacité de manœuvre comme la mécanisation d'une partie de l'infanterie légère, l'amélioration des systèmes de commandement ou encore la restructuration des divisions.

Dans le domaine capacitaire, la priorité va à la puissance de feu et à la mobilité. Cela passe notamment par l'acquisition, depuis 2015, d'un nouveau char de combat, le K2 *Black Panther* (100 livrés, cible de 600) en remplacement du K1 (1 000 en service) et des M-48 (253 en service). Un nouveau véhicule de combat d'infanterie, le K21, est entré en service depuis 2009, en remplacement des K200. 350 sont alignés aujourd'hui, et l'objectif serait d'en acquérir 500. En matière d'artillerie, 300 obusiers automoteurs de 155 mm *K-9 Thunder* sont opérationnels. De nouveaux exemplaires ont été commandés, leur total pourrait atteindre 1 000 pièces. Le déploiement de lance-roquettes multiples longue portée (80 km) de 239 mm *Chun-Mu* a débuté en 2015. Des efforts sont aussi faits dans le domaine de la détection avec le développement d'un nouveau radar de contre-batterie (*Counter-artillery detection radar-II*, portée 60 km) pour remplacer les 20 *Arthur-K* (portée 40 km)[61]. Il sera opérationnel à partir de 2018. Enfin, en ce qui concerne les voilures tournantes, le programme *Light Armed Helicopter* (LAH) a été validé en 2015, sur le design de l'Airbus H-155, et devrait entrer en service à partir de 2020 pour remplacer les 175 OH-6 et les 60 AH-1S *Cobra*. En 2013, Séoul a également procédé à l'achat de 36 hélicoptères d'attaque AH-64E *Apache* pour 900 millions de dollars : 4 ont déjà été livrés, l'ensemble le sera d'ici à 2018. Pour les hélicoptères de manœuvre, 200 *Surion* de KAI devraient être acquis d'ici à 2020 en remplacement des vieux UH-1H *Huey* et des UH-60P *Blackhawk*, une soixantaine sont déjà opérationnels.

L'armée de Terre dispose d'effectifs conséquents et suit un processus de modernisation constant. Elle manque cependant d'expérience opérationnelle et souffre d'une forte rigidité hiérarchique et d'une importante inertie bureaucratique. Pour plusieurs observateurs, c'est le résultat d'un dévoiement de la culture confucéenne en autoritarisme,

61. D. G. Jin, « Seoul to Deploy New Radar System to Detect North Korean Long-Range Artillery », *NK News*, 24 avril 2017.

qui avait notamment pour conséquences de rendre difficile les débats d'idées et de ne pas favoriser la créativité et l'initiative.

Beaucoup moins nombreuse, l'armée de l'air rassemble, elle, 65 000 hommes et 55 000 réservistes. Avec ses 567 aéronefs dont 487 chasseurs, elle est l'une des forces aériennes les plus capables et modernes en Asie, à égalité avec le Japon et l'Australie. Elle bénéficie de ses liens très forts avec l'US Air Force et de sa participation à des exercices multinationaux et binationaux (« *Max Thunder* »). Elle n'a cependant quasiment aucune expérience opérationnelle récente[62]. Son objectif, depuis un peu plus d'une dizaine d'années, est de s'émanciper du prisme tactique que lui avait imposé l'US Air Force jusque dans les années 1990 et de disposer d'une composante autonome pour des frappes dans la profondeur.

Cet horizon se reflète dans les acquisitions récentes. Actuellement, l'armée de l'air aligne 118 F-16C et 45 F-16D qui, avec les 61 F-15K, constituent sa colonne vertébrale. Le cœur de son programme de modernisation passe par le programme « F-X » destiné au remplacement de ses chasseurs les plus anciens (70 F-4E *Phantom II* et 174 F-5E/F5-F encore en service). La troisième phase du programme vise l'acquisition d'un chasseur multi-rôles avancé. Après une compétition mouvementée, la décision a été prise en septembre 2014 d'acheter 40 F-35A pour 6,33 milliards de dollars[63], ce qui, par ailleurs, fait peser un véritable risque sur l'équilibre budgétaire[64]. Pour la dernière phase du programme F-X, en mars 2015, Séoul a choisi le coréen KAI (en partenariat avec Lockheed Martin) pour développer le KF-X, un avion de cinquième génération[65]. Le but est qu'il soit opérationnel au milieu des années 2020 et d'en acquérir 120 pour progressivement remplacer les F-16.

Comme de nombreux alliés des États-Unis bénéficiant des « *enablers* » américains, la Corée du Sud souffre d'un déficit capacitaire en matière de détection (ISR) et d'allonge stratégique. Elle cherche cependant à y remédier comme l'indique la commande en 2014 de quatre drones RQ-4 *Global Hawk* qui devraient être livrés d'ici à 2019. L'acquisition de deux Boeing 737 AEW&C supplémentaires a également été annoncée. Le programme de satellites de reconnaissance piétine depuis plusieurs années. Il a été réamorcé à l'été 2017 avec l'objectif de lancer 5 satellites produits localement d'ici à 2023, le premier en 2020. Dans l'intervalle, l'option de la location de satellites étrangers, notamment israéliens, est

62. Uniquement des vols de C-130 en appui des opérations en Afghanistan et en Irak.
63. Livraisons prévues à partir de 2018.
64. Entretien avec un officier général sud-coréen, 3 juillet 2017.
65. R. Hémez, « KF-X : espoirs et déboires de l'industrie de défense sud-coréenne », blog *Ultima Ratio*, 15 avril 2016, disponible sur : http://ultimaratio-blog.org/.

envisagée[66]. Un centre satellitaire devrait être mis en place à l'horizon 2019 afin de traiter ces images[67]. Si la flotte de transport stratégique reste limitée à 12 C-130H et quatre C-130J-30, l'achat en 2015 de quatre avions ravitailleurs A330 MRTT pour 1,33 milliard de dollars et livrables d'ici à 2019 viendra créer une nouvelle capacité.

L'armée de l'Air sud-coréenne dispose donc d'équipements de haute technologie et va continuer à progresser dans ce sens, en particulier avec l'acquisition du F-35 et le programme KF-X. Avec 120 à 150 heures de vol par an, ses pilotes bénéficient d'un entraînement bien meilleur que ceux du Nord qui ne compense toutefois pas l'absence d'expérience opérationnelle déjà soulignée. Huitième flotte du monde de par son tonnage (179 675 tonnes), la marine sud coréenne est considérée comme une force navale « médiane[68] ». Elle n'est surpassée en Asie que par le Japon, la Chine et l'Inde. Elle dispose de capacités équilibrées et très complètes incluant la défense antimissiles, le tir de missiles de croisière, la défense antiaérienne, la lutte antisurface, la lutte anti-sous-marine, les opérations spéciales et les missions humanitaires.

C'est loin d'avoir toujours été le cas. La prise en compte d'un « destin maritime[69] » pour le pays émerge au début des années 1990, alors que sa réussite économique reposant sur les exportations met en relief la nécessité de défendre ses intérêts stratégiques au-delà de la péninsule. Un ambitieux programme d'acquisitions est alors lancé. Il est symbolisé par le programme de destroyer lance-missiles KDX[70] dont les derniers nés sont les bâtiments de classe *Sejong Daewang* (KDX-III), équipés du système AEGIS, de missiles de croisière *Hyonmoo*-3 et d'une défense antiaérienne de longue portée (SM-2). Trois navires de ce type sont aujourd'hui en service et six autres (KDX-IIIA) doivent être acquis d'ici à 2028. La participation assidue de la Corée du Sud à la lutte contre la piraterie dans le golfe d'Aden au sein de la CTF-151 est, pour l'instant, la marque la plus visible de la concrétisation d'une ambition maritime au-delà du seul théâtre d'Asie orientale[71]. Séoul a aussi envoyé un navire pour participer en février 2017 à l'opération *Atalante* de lutte contre la piraterie au large des côtes la Somalie.

66. « Korea's Military Seeks Five Indigenous Spy Satellites by 2023 », *Yonhap*, 25 août 2017.
67. 4 avaient été commandés en 2006 et livrés en 2011-2012.
68. B. Prézelin, *Flottes de combat 2016*, *op. cit.* et E. Grove, « The Ranking of Smaller Navies Revisited » *in* M. Mulqueen, D. Sanders et I. Speller (dir.), *Small Navies: Strategy and Policy for Small Navies in War and Peace*, Farnham, Ashgate, 2016.
69. M. Péron-Doise, « Corée du Sud : une puissance navale ascendante en Asie orientale », *DSI* hors-série n° 50, octobre-novembre 2016.
70. M. Hyun, « South Korea's Blue-Water Ambitions », *The Diplomat*, 18 novembre 2010.
71. T. Roehrig, « South Korea's Counterpiracy Operations in the Gulf of Aden » in *Global Korea: South Korea's Contributions to International Security*, New York, Council of Foreign Relations, 2012, p. 28-44.

La marine est organisée en trois flottes de surface. La première est en charge de la côte est, la deuxième de la côte ouest et la troisième de la côte sud. Une *Maritime Task Force Flotilla* 7 (MTF 7) regroupant les destroyers KDX-II et III a été créée en février 2010[72]. Basée depuis février 2016 sur l'île de Jeju[73], cette unité spécialement conçue pour la projection hauturière représente une étape importante dans la constitution d'une marine de classe mondiale[74]. La dernière grande unité de la marine sud-coréenne est le commandement des sous-marins, créé en février 2015 à Jinhae. Six sous-marins de Type-214 sont en service et trois autres devraient être opérationnels d'ici à 2019. À partir de 2022, neuf KSS-3, des sous-marins de 3 000 tonnes de conception et de construction locale, notamment équipés d'un tube lance-missiles (TLM) vertical (missiles de croisière et balistiques), seront mis à l'eau[75]. Le débat capacitaire majeur concerne l'opportunité ou non d'acquérir ou de concevoir localement des sous-marins à propulsion nucléaire en plus des KSS-3 [76]. Lors de la campagne en 2017, Moon Jae-In a déclaré que son pays en avait besoin. Plusieurs experts, y compris du KIDA, un *think tank* financé par le ministère de la Défense, se font les avocats de cette solution qu'ils considèrent comme la seule apte à contrer la capacité nord-coréenne naissante de missiles balistiques à lancement sous-marin[77].

Mais les forces navales sud-coréennes font toutefois face à un dilemme : faut-il privilégier la haute-mer ou la défense du littoral ? Dans une certaine mesure, le développement de frégates et de patrouilleurs a dû être sacrifié pendant plusieurs années au profit du programme KDX. Le torpillage du *Cheonan* en 2010, a fait naître d'importantes critiques contre la marine sud-coréenne, accusée d'avoir délaissé la défense du littoral. Ceci a entraîné un effort plus important sur la construction de navires côtiers au travers du programme de frégates de classe *Incheon* pour remplacer la classe *Ulsan*. Cinq de ces nouvelles frégates sont déjà en service sur un total de vingt commandées. L'attention se porte aussi sur le programme de remplacement des patrouilleurs côtiers (*Patrol Killer Experimental*-PKX) et sur les hélicoptères de lutte anti-sous-marine avec l'acquisition, en janvier 2013, de 8 *AW159* pour compléter la flotte de 23 *Lynx Mk99*.

72. Entretien avec Kim Ki-Joo, chercheur au KIDA, 4 juillet 2017.
73. G. Till, « Home or Away? South Korea's New Naval Base », *RSIS Commentary*, n° 276, RSIS, 8 novembre 2016.
74. F. M. Cronin et S-W Lee, « Expanding South Korea's Security Role in the Asia-Pacific Region », Council on Foreign Relations, march 2017.
75. Ils remplaceront, à terme, les KSS-1. G. Dominguez, « South Korea developing SLBMs for KSS-III attack submarines », *IHS Jane's Defence Weekly*, 2 juin 2016.
76. Entretien avec Kim Ki-Joo, chercheur au KIDA, 4 juillet 2017.
77. « 국방硏 연구원 "北SLBM 대응 핵잠 도입 적극 고려해야" », *Yonhap*, 24 août 2017.

La marine sud-coréenne dispose également d'une capacité amphibie qui a fait un bond en juillet 2007 avec l'entrée en service du *Dokdo,* un porte-hélicoptères d'assaut de 18 000 tonnes. La construction d'un deuxième bâtiment de ce type a débuté et il devrait entrer en service d'ici avril 2018[78]. Un troisième pourrait suivre. La capacité amphibie est aussi assurée par le corps des *marines* sud-coréens qui dépend toujours de la marine mais dispose d'une large autonomie depuis 1987. Organisé autour de deux divisions et d'une brigade d'infanterie indépendante soit 29 000 hommes, il devrait bientôt accueillir sa première unité d'aviation avec 40 hélicoptères *Surion* navalisés. En plus de leur rôle amphibie, les *marines* ont pour mission de défendre les approches maritimes de Séoul et d'Inchon ainsi que des cinq îles de la mer Jaune situées dans la zone disputée de la DMZ.

D'ici à 2030, la marine sud-coréenne devrait disposer de plus de 20 navires de premier rang et d'une flotte sous-marine de 18 bâtiments[79], ce qui en fera une force pleinement apte aux missions multinationales en haute-mer. Ces rêves de grand large resteront conditionnés à la situation sécuritaire avec la Corée du Nord. Séoul devra ainsi composer avec ces deux impératifs de manière durable. L'enjeu de la sécurisation des lignes de communication maritimes sera incontournable, en particulier si la Chine continue sa politique volontariste en mer de Chine du Sud.

Prises dans leur ensemble, les armées sud-coréennes bénéficient donc d'une gamme de capacités assez complète. Des lacunes persistent en matière de renseignement ou de transport stratégique et l'intégration interarmées demande encore à être améliorée, mais elles souffrent surtout d'une culture militaire encore fortement marquée par le conformisme et la rigidité, contribuant parfois à donner l'image d'une armée figée dans le passé[80]. Elles sont pourtant au contact des militaires américains depuis plus de 70 ans.

La fondamentale alliance américaine

Si la Corée du Sud a signé depuis 1994 41 accords de coopération de défense[81], aucun ne peut rivaliser en importance avec l'alliance américaine qui s'est « forgée dans le sang[82] ». Formalisée depuis le 1er octobre 1953 par un traité de défense mutuelle, elle demeure l'une des plus fortes au monde avec les 28 500 militaires américains déployés en Corée du Sud, dont

78. « S. Korea to Build New Amphibious Landing Ship », *Yonhap*, 28 avril 2017.
79. Bernard Prézelin, *Flottes de combat 2016*, *op. cit.*
80. Entretien avec Choi Kang, 6 juillet 2017.
81. *2016 Defense White Paper*, Ministry of National Defense, Republic of Korea, 2016, p. 300.
82. W. Stueck et B. Yi, « 'An Alliance Forged in Blood': The American Occupation of Korea, the Korean War, and the US–South Korean Alliance », *Journal of Strategic Studies*, avril 2010, vol. 33, n° 2, p. 177-209.

19 200 de l'Army, 8 800 de l'Air Force, 500 de l'US Navy et des *Marines*. C'est le troisième plus important déploiement américain à l'étranger après le Japon et l'Allemagne. Les unités comprennent notamment, pour la partie terrestre, un état-major d'armée (8th Army, Yongsan), un état-major de division (2nd Infantry Division), une brigade blindée, une brigade d'hélicoptères, une brigade d'artillerie et une brigade de défense anti-aérienne. La composante aérienne inclut l'état-major de la 7e Air Force à Osan et deux escadres de chasse (équipées de F-16 C/D et d'A-10). Ces forces sont regroupées sous le commandement organique des *United States Forces Korea* (USFK), aux ordres de PACOM.

Les forces armées américaines et sud-coréennes ont atteint un niveau d'interopérabilité qui, en dehors de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), n'existe nulle part ailleurs[83]. Cette proximité est avant tout le résultat de l'histoire récente des armées sud-coréennes, bâties dès 1948 sur l'unique modèle américain, dont l'influence ne s'est jamais dissipée. La standardisation des concepts et du matériel est naturellement une force essentielle de l'alliance, permettant une bonne connaissance mutuelle et une étroite collaboration au quotidien – partage capacitaire, partenariats de R&D, etc. Chaque année, cette coopération se pratique concrètement au cours de grands exercices communs de niveau théâtre comme *Key Resolve, Foal Eagel* et *Ulchi Freedom Guardian*.

Les militaires américains déployés dans les USFK transmettent aussi leur expérience opérationnelle récente aux Sud-Coréens. En retour, Séoul est un allié historiquement fidèle, comme en attestent ses déploiements au Vietnam (1964-1973), en Afghanistan (2002-2007) et en Irak (2004-2008), et ce alors même que les enjeux sécuritaires immédiats étaient faibles pour la péninsule[84]. Ces démonstrations de loyauté ne suffisent pourtant pas à faire taire certaines voix américaines, minoritaires, qui voient dans l'alliance une aide à sens unique et appellent à un désengagement, comme ce fut le cas de Donald Trump lui-même au cours de la campagne présidentielle de 2016[85]. Le soutien de la population américaine à une intervention militaire de leur pays en Corée du Sud en cas d'attaque du Nord est quant à lui très élevé : 67 % selon un sondage d'août 2017[86].

83. Cette interopérabilité continue à progresser comme en témoigne la transformation de la 2ID en division binationale en 2015.

84. R. Hémez, « La Corée du Sud, une autre patrie de la contre-insurrection ? », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, vol. 253, n° 1, 2014, p. 115-130.

85. D. Bandow, « It's Time for America to Cut South Korea Loose », *Foreign Policy Magazine*, 13 avril 2017.

86. « North Korea Now Seen as a Top Threat Facing the United States », Chicago Council on Global Affairs, 7 août 2017.

En attendant, Séoul continue de bénéficier de la posture américaine de dissuasion élargie incluant le « parapluie nucléaire » – sans pour autant s'y limiter. Régulièrement réaffirmée par les déclarations officielles, cette solidarité stratégique qui implique que Washington soit prêt à risquer sa propre sécurité pour défendre celle de la Corée du Sud ne va évidemment pas de soi ainsi que l'expliquait déjà Thomas Schelling en 1966 :

> « Le dire, ne le rend pas forcément vrai, et si c'est vrai, cela ne le rend pas toujours cru. [...] Le problème est de démontrer que nous aurions à le faire.[87] »

La présence de troupes américaines dans la péninsule constitue à cet égard une assurance importante de la solidarité américaine en cas de crise de par leur fonction quasi sacrificielle de « *tripwire*[88] » (fil piège). La détention par Pyongyang d'une capacité de frappe nucléaire sur le territoire américain compliquerait néanmoins les arbitrages de Washington dans le cadre d'un scénario d'escalade, pouvant potentiellement aller jusqu'à un découplage stratégique entre les deux alliés (prendrait-on le risque de sacrifier Los Angeles pour Séoul ?) et rendrait aussi moins probable une frappe préventive. Suivant la dialectique bien connue durant la guerre froide, le renforcement des capacités de frappe en second nord-coréennes pourrait à l'inverse affecter le jugement du dirigeant nord-coréen, en le convaincant que les Américains n'interviendraient pas et l'incitant ainsi à se lancer dans une deuxième guerre de Corée[89].

Comme toute alliance, celle-ci est traversée de débats parfois vifs et de controverses politiques et militaires. Le partage des coûts[90] incarne ainsi l'une des problématiques les plus polémiques. Depuis 1991, un *accord spécial* prévoit que certains frais comme ceux liés aux travailleurs sud-coréens détachés sur les bases américaines ou à la construction de nouvelles emprises doivent être pris en charge par la Corée du Sud. Le dernier de ces accords, signé en janvier 2014, impose à Séoul de payer 866 millions de dollars par an (soit une augmentation de 5,8 % par rapport à 2013), ce qui représente environ 50 % des coûts de déploiement hors-personnel. La renégociation de cet accord tous les cinq ans est toujours un exercice difficile, et la prochaine, qui aura lieu en 2019 avec l'administration Trump, devrait l'être tout particulièrement.

87. T. C. Schelling, *Arms and Influence*, New Haven, Yale University Press, 2008, p. 35.
88. T. Roehrig, *From Deterrence to Engagement*, *op. cit.*, p. 20.
89. Entretien avec Cheong Seong-Chang, Sejong Institute, 10 juillet 2017.
90. En 2012, les dépenses hors personnel liées à la présence militaire américaine en Corée étaient estimées à 1,1 milliard de dollars, les dépenses de personnel à 2 milliards de dollars. *Inquiry into US Costs and Allied Contributions to Support the US Military Presence Overseas,* US Congress, Senate committee on Armed Services, 15 avril 2013, p. 18.

La transformation des structures de commandement représente un autre sujet de polémique complexe. En 1994, après des années de tutelle américaine, la Corée du Sud a retrouvé le commandement de ses troupes hors conflit. Il était jusqu'alors assuré par le *Combined Forces Command* (CFC), état-major conjoint américano-coréen de plusieurs centaines d'hommes commandé par un général d'armée américain. En temps de guerre, le CFC prendrait encore aujourd'hui le commandement des troupes sud-coréennes situées dans la zone avant (1re et 3e armées), – tandis que le 2nd commandement opérationnel resterait en charge de la zone arrière et de la défense civile[91].

Depuis plusieurs années déjà, la question du transfert du contrôle opérationnel (OPCON) à un état-major coréen fait débat. Sur demande coréenne, un accord allant dans ce sens avait été négocié en 2007, mais son application a été reportée, puis annulée en 2014[92]. Les deux pays ont finalement décidé de ne plus fixer d'année pour la transition mais de la faire dépendre des progrès sud-coréens dans un certain nombre de domaines, en particulier du commandement et du contrôle de forces multinationales, de la défense antimissiles et du renseignement[93]. Au cours de la campagne présidentielle de 2017, le futur président Moon Jae-In a annoncé sa volonté d'un transfert avant la fin de son mandat. Cependant, après sa prise de pouvoir, il a nuancé ses propos en affirmant que la transition devait avoir lieu « le plus tôt possible. »

La forme que prendrait ce futur commandement n'est pas définie. Ce qui avait été proposé en 2008 pour être mis en œuvre en 2012, soit deux commandements séparés coordonnés par un système de *boards*, apparaît peu réaliste au regard des exigences opérationnelles et rendrait pratiquement impossible l'intégration interalliée. Dans le même temps, il est très difficile d'envisager que des forces américaines se trouvent sous commandement étranger. Aujourd'hui, le général Brooks, dans la continuité de son prédécesseur au commandement des USFK, le général Scaparotti, plaide pour une relance de l'UNC pour ne pas risquer de faire la guerre seul avec Séoul[94]. Jusqu'en 1978, cet état-major de l'ONU incluant 16 nations – dont la France – et commandé par un général américain détenait le commandement opérationnel sur la péninsule. La désaffection des nations membres de l'UNC et l'évolution géopolitique ont conduit au

91. Entretien avec un officier général sud-coréen, 3 juillet 2017.
92. M. Ryan, « U.S., South Korea Abandon Timeline for Shifting Control of Military Forces in Wartime », *The Washington Post,* 23 octobre 2014.
93. U.S. Congress, House Committee on Armed Services, Hearing on the Risk of Losing Military Technology Superiority and its Implications for U.S. Policy, Strategy, and Posture in the Asia-Pacific, 114th Cong., 1st sess., 15 avril 2015.
94. Entretien avec un officier de l'USFK, 6 juillet 2017.

renforcement de l'alliance américaine et à la mise en place du CFC qui se substitue à l'UNC en 1978.

Loin d'être figée, l'alliance américano-coréenne évolue sans cesse. En 2009, un document intitulé « Joint Vision for the US-ROK Alliance » pose les bases pour sa transformation en une « alliance stratégique globale » qui ne serait plus focalisée sur la Corée du Nord mais participerait aussi à la stabilité régionale et internationale. Cette vision, qui s'est notamment traduite par des accords de coopération dans le domaine cyber, se heurte cependant aux difficultés coréennes pour projeter des forces.

Une autre difficulté majeure pour élargir l'alliance tient aux relations tendues entre le Japon et la Corée du Sud. Séoul, Tokyo et Washington forment un « triangle de sécurité[95] » dont un côté est toujours en pointillé. L'histoire pèse ici fortement : l'animosité entre les deux pays date du XVIe siècle et a culminé avec les 35 années d'occupation japonaise et les crimes qui les caractérisèrent – parmi lesquels le cas emblématique des « femmes de réconfort. » La Corée du Sud reste réticente à la montée en puissance de l'armée japonaise et à toute alliance formelle avec l'archipel. Une telle hypothèse est encore aujourd'hui repoussée par une majorité de la population et serait inévitablement interprétée comme hostile par la Chine. On observe tout de même quelques maigres progrès dans le domaine de la coopération militaire entre les deux pays. Le dernier en date étant la signature, le 23 novembre 2016 et après de nombreuses péripéties, d'un accord d'échange de renseignements (GSOMIA) sur les menaces nord-coréennes. Les perspectives offertes par l'administration Moon Jae-In sont aussi intéressantes, le président ayant notamment promis de découpler les problématiques historiques de la coopération de sécurité.

Si l'alliance américaine offre à la Corée du Sud d'indéniables bénéfices dans le domaine de la défense, elle contraint aussi Séoul à un laborieux jeu d'équilibriste avec la Chine, qui est devenue en 2004 son premier partenaire commercial. En 2016, les flux vers la Chine représentaient 25,1 % des exportations du pays, et les produits chinois 21,4 % de ses importations[96]. Les tensions autour du déploiement du système antimissile balistique THAAD ont déjà conduit la Chine à prendre de lourdes sanctions

95. V. Cha, *Alignment despite Antagonism: The United States-Korea-Japan Security Triangle*, Redwood, Stanford University Press, 2000.
96. Source : OMC. Les États-Unis représentaient en 2016 10,7 % des exportations sud-coréennes.

économiques contre la Corée du Sud, illustrant ainsi le difficile équilibre entre sécurité et prospérité[97].

Les missiles au cœur de la stratégie

Le tir par la Corée du Nord d'un missile balistique de portée intermédiaire *Taepodong-1* en août 1998 a marqué les esprits sud-coréens, et révélé à la communauté de défense sud-coréenne le fort avantage de la Corée du Nord dans le domaine des missiles. Comme dans le cas de la panique du « *missile gap* » qui avait traversé la communauté de défense américaine à la fin des années cinquante, la crainte d'un retard sud-coréen en la matière a eu pour effet d'accélérer certains programmes d'armement[98] destinés à combler autant que faire se peut ce déficit.

Les missiles balistiques sont les premiers à être conçus localement. Au début des années 1980, la Corée du Sud développe et produit deux missiles balistiques de courte portée : le *Hyonmoo-1*, d'une portée de 180 km (aujourd'hui en réserve), et le *Hyonmoo-2A*, d'une portée de 240 km, toujours en service. Une version améliorée, les *Hypnmoo-2B* (300 km de portée, charge de 500 kg) est mise au point respectivement en 2009. La dernière version de ce missile balistique sol-sol est le *Hyonmoo-2C* qui serait opérationnel depuis 2017 avec une portée de 800 km.

Ces progrès capacitaires peuvent se faire uniquement parce que la limitation de la portée et de la charge utile autorisées des missiles sud-coréens évolue avec le temps. En 1979, elles sont limitées à 180 km et 150 kg par un accord bilatéral avec les États-Unis en échange d'un accès à des technologies. En 2001, Séoul rejoint le *Missile Technology Control Regime* (MTCR) qui restreint la portée des missiles à 300 km avec une charge de 500 kg. En octobre 2012, la Corée du Sud persuade les États-Unis d'étendre la portée à 800 km. Un tir depuis Daegu, au centre du pays, peut alors toucher n'importe quelle zone au Nord. En juillet 2017, dans la foulée de l'essai de missile intercontinental nord-coréen, le président Moon Jae-In a exprimé sa volonté de renégocier à nouveau l'accord bilatéral sur les missiles. Dans un premier temps le but annoncé était d'accroître la charge utile à une tonne pour les missiles de 800 km de portée.

Finalement, au lendemain du sixième essai nucléaire de Pyongyang, les présidents sud-coréen et américain s'accordent sur le principe de retirer

97. A. Bondaz, « La réaction chinoise au déploiement du THAAD, illustration du dilemme sud-coréen », note n° 09/17, FRS, 10 avril 2017.
98. T.-W. Kim, « South Korea's Missile Dilemmas », *Asian Survey*, vol. 39, n° 3, mai-juin 1999, p. 486-503.

toute limite de charge utile inscrite dans leur accord bilatéral[99]. Le *Hyonmoo-2C* pourrait donc être équipé d'une charge d'une tonne, voire plus. Certains médias sud-coréens parlent d'un « *Frankenmissile* » avec une charge d'1,8 ou 2 tonnes[100]. L'un des objectifs de ces augmentations de charge est de détruire les installations souterraines. La Corée du Nord disposerait de nombreux abris enterrés à une moyenne de 90 m et jusqu'à 300 m pour les centres de commandement stratégiques. Le passage à une charge d'une tonne ne changerait pas nécessairement la donne, la pénétration possible n'étant apparemment que de l'ordre de 15 à 20 m. Reste qu'il est possible de neutraliser au moins partiellement ce type d'installations en cherchant à détruire les moyens de communication, les entrées d'air, en détruisant les entrées, etc.[101].

Il faut noter que la Corée du Sud a mis au point un lanceur spatial, le *Korea Space Launch Vehicle* 1 (KSLV-1). Séoul cherchait à l'origine à le développer localement, mais le programme rencontra alors de grandes difficultés. Les Sud-Coréens se sont ainsi tournés vers le bureau de design russe Krunichev, à la fois pour le développement d'un moteur à alimentation liquide et la construction d'une installation de lancement. Le premier étage du KSLV-1, une fusée à deux étages de 33 m de haut, est dérivé du module russe URM-1 (*Universal Rocket Module*). Le second étage est lui de conception locale. Après plusieurs échecs, Séoul a réussi à mettre en orbite un satellite scientifique en janvier 2013. Le KSLV-2, une fusée à trois étages, est en développement. Un premier lancement est prévu en 2021.

L'effort sud-coréen porte encore davantage sur des missiles de croisière produits localement. Séoul cherche à en acquérir un grand nombre, en particulier dans le cadre d'un plan de frappes des bases de missiles nord-coréennes en cas de crise[102]. Le *Haeseong*-2 (*Tactical Surface Launch Missile*-TSLM), d'une portée de 500 km, est déployé, quant à lui, sur les KDX-II et KDX-III depuis 2016[103]. Une autre version de ce missile, le *Haeseong-3,* est destinée à être lancée depuis un sous-marin. Enfin le *Hyonmoo-3,* missile de croisière longue portée est d'ores et déjà en service sur des lanceurs mobiles et devrait équiper les destroyers lance-missiles *Sejong* et les sous-marins KSS-3. Sa dernière version, la 3C à une portée maximum de 1 500 km et un écart circulaire probable de 3 m.

99. « Moon, Trump Agree to Remove Limit on Payload of S. Korean Missiles », *Yonhap*, 5 septembre 2017.
100. J.-S. Yeo, « Seoul Seeks to Develop 'Frankenmissile' Targeting North Korea: Sources », *The Korea Herald*, 5 septembre 2017.
101. E. M. Sepp, « Deeply Buried Facilities: Implications for Military Operations », *Occasional Paper*, n° 14, Center for Strategy and Technology, Air War College, mai 2000.
102. Y.-N. Gong, « S. Korea's Military to Greatly Increase *Hyunmoo* Missiles », *Yonhap*, 14 août 2016.
103. Le lancement se fait pour le moment depuis un conteneur. Une version pour tube de lancement vertical est prévue pour 2018.

La Corée du Sud a aussi acquis 260 missiles de croisière air-sol Taurus KEPD 350 pour ses F-15K[104].

Souvent méconnues des Occidentaux, ces capacités sud-coréennes sont nécessaires à la mise en œuvre du concept de « triade stratégique » édicté par Séoul et dont le premier pilier est la constitution d'une défense aérienne anti-missile robuste baptisée *Korea Air and Missile Defense System* (KAMD). Le choix de développer un système national se focalisant sur une capacité antibalistique basse couche[105] est complexe et ambitieux. Malgré cela, les critiques soulignent souvent que ce qui est planifié par Séoul est techniquement inférieur à ce dont disposent d'ores et déjà les États-Unis et le Japon[106]. L'architecture du KAMD est actuellement incomplète mais se fonde sur :

- Un poste de commandement interarmées : le *Korean Theatre Missile Operations Center* ;
- La détection, pour deux radars EL/M-2080 Block B *Green Pine* (capacité de détection 800 km) achetés à Israël en 2009 et déployés en 2012[107] (deux supplémentaires ont été achetés en avril 2017) et sur ceux des trois destroyers KDX-III AEGIS (radar SPY-1D). Le KAMD reste dépendant des satellites américains ;
- En ce qui concerne l'interception, pour des *Patriot PAC-2 GEM-T* et *PAC-3* (batteries américaines présentes depuis 2003 et dont Séoul a passé commande en avril 2015) prévus pour des interceptions à une altitude inférieure à 40 km. À l'avenir, Séoul cherche à développer localement le *Cheolmae 4-H/L-SAM* qui ne devrait pas entrer en production avant 2023, mais serait capable d'intercepter des cibles à une altitude de 50-60 km. De plus, le pays devrait équiper ses destroyers KDX-III de missiles *SM-6* qui ont une capacité antibalistique et anti-missiles de croisière. Il faut ajouter, enfin, la batterie THAAD déployée en 2017 par les États-Unis qui permet des interceptions dans les couches supérieures de l'atmosphère.

L'effort financier en faveur du KAMD est important. Le ministère de la Défense avait par exemple prévu de dépenser 13,7 % de son budget pour la défense antimissiles sur la période 2014-2018.

Le deuxième pilier de la triade est la « *Kill Chain* » prévue à l'horizon 2020. Ce concept proche du complexe reconnaissance-frappe théorisé en

104. Les premières livraisons ont eu lieu en octobre 2016.
105. E.-J. Kim, « S. Korea to Deploy Indigenous Missile Defense System in July », *Yonhap News*, 10 avril 2013.
106. B. E. Bechtol, *North Korea and Regional Security in the Kim Jong-Un Era*, *op. cit.*, p. 84-86.
107. S.-K. Jung, « Israeli Radars Chosen for Missile Defense », *The Korea Times*, 17 septembre 2009.

URSS dans les années 1970 et 1980 vise à mettre en réseau les vecteurs de frappe à distance (missiles balistiques et de croisière en particulier) et les moyens de renseignement en vue d'une frappe préemptive contre les sites balistiques et nucléaires nord-coréens, le but étant de garantir un « équilibre de l'horreur » avec le Nord[108]. Reste que les moyens de Séoul sont limités, en particulier dans les domaines du C2 et de l'ISR.

Le troisième et dernier pilier est un concept baptisé en anglais *Korea Massive Punishment and Retaliation plan* (KMPR). En cas d'attaque venue du Nord, il consiste à frapper directement le leadership de Pyongyang en vue de sa décapitation par des frappes de précision massives et des opérations spéciales.

En marge de cette triade stratégique, Séoul pourrait un jour exploiter une dernière carte de son jeu : l'arme nucléaire. La Corée du Sud est un État dit « de seuil », c'est-à-dire qu'elle a pratiquement acquis la capacité à fabriquer une bombe nucléaire. Elle a eu un programme scientifique dédié dans les années 1970 (Projet 890) mais abandonné en 1979 suite aux pressions américaines[109]. Le pays est depuis lors devenu une puissance nucléaire civile de premier plan, 5e producteur mondial d'électricité nucléaire en 2016 avec 25 réacteurs sur le territoire national[110]. La Corée du Sud s'est également montrée capable de gagner des marchés à l'international avec la vente en 2009 de 4 réacteurs nucléaires aux Émirats arabes unis[111]. Elle est leader mondial pour plusieurs technologies indispensables à tout programme nucléaire : semi-conducteurs, machines-outils de précision ou encore explosifs conventionnels de haute énergie. Séoul ne possède cependant aucune des technologies clés pour la production de matière fissile[112], technologies lui étant interdites par le traité bilatéral de coopération nucléaire pacifique signé avec les États-Unis en 1973 et ce en dépit des nombreuses tentatives de Séoul de lever cette clause lors des très longues négociations qui ont précédé le renouvellement de l'accord en 2015[113].

Des plaidoyers pour que la Corée du Sud se dote de l'arme nucléaire font régulièrement surface dans la presse et dans le discours de certains

108. Entretien avec un officier général sud-coréen Y, 5 juillet 2017.
109. M. Fitzpatrick, *Asia's Latent Nuclear Powers: Japan, South Korea and Taiwan*, IISS, 2016, p. 18-22.
110. *Via*, notamment, le Korea Atomic Energy Research Institute (KAERI).
111. La Corée du Sud a annoncé en juin 2017 l'annulation de tous les projets de construction de centrales et la non-prolongation des centrales existantes afin d'aller progressivement vers la fin de l'énergie nucléaire dans le pays, ce qui va prendre des décennies mais aura nécessairement un effet sur l'industrie nucléaire sud-coréenne.
112. M. Fitzpatrick, *Asia's Latent Nuclear Powers*, *op. cit.*, p. 29.
113. S. Squassoni, « Unique Nuclear Allies: The New U.S.-South Korea Nuclear Cooperation Agreement », CSIS, 1er octobre 2015.

hommes politiques. Les trois derniers essais nucléaires nord-coréens ont provoqué ce type de réactions[114]. Ces points de vue minoritaires ont été contredits par le gouvernement – et à nouveau par le Premier ministre le 16 août 2017[115] – et la plupart des responsables politiques et militaires. Ces derniers sont bien conscients du coût politique exorbitant d'un tel pas : sanctions internationales, effet sur les exportations, image du pays en tant que parangon de la non-prolifération, renoncement au projet de dénucléarisation de la péninsule qui est un élément clé de la politique de non-prolifération de Séoul depuis 1991, possible remise en question de l'alliance avec les États-Unis, etc.[116]. Cependant, l'opinion publique sud-coréenne est majoritairement, et depuis longtemps, en faveur de l'acquisition de l'arme nucléaire : 58 % de la population y seraient favorables selon un sondage de septembre 2016[117].

Ce débat est en fait le reflet d'inquiétudes profondes : peur de l'abandon par les États-Unis, sentiment d'inefficacité de la dissuasion élargie au regard des progrès nord-coréens dans les domaines balistiques et nucléaires, etc. Cependant, ce qui pourrait réellement pousser Séoul vers l'arme nucléaire concerne davantage une évolution stratégique régionale majeure et en particulier l'acquisition de l'arme nucléaire par le Japon[118]. Au-delà de la question d'une arme nucléaire nationale, des échanges d'informations réels, quant aux plans de dissuasion américains dans le cadre des *Defense Strategic Committee Process* et inspiré de ce qui se fait dans l'OTAN[119], sont préconisés par certains pour renforcer la confiance. Le retour du stationnement d'armes nucléaires tactiques américaines sur la péninsule, comme c'était le cas avant 1991, est toutefois de plus en plus évoqué, et l'option est retenue par le principal parti d'opposition depuis août 2017[120]. Cependant, le gouvernent actuel a, là encore, officiellement rejeté cette possibilité, y compris après le sixième essai nucléaire de Pyongyang[121].

114. M.-J. Ser, « Saenuri's Floor Leader Calls for a Nuclear South », *Korea JoongAng Daily*, 16 février 2016 ; « Ruling Party Policy Chief Calls for Nuke Capability », *Yonhap*, 18 février 2016 et « Nuclear Option Can Be no Longer Taboo for S. Korea », *The Chosun Ilbo*, 5 septembre 2017.
115. « PM negative about Calls for S. Korea's Nuclear Armament », *Yonhap*, 16 août 2017.
116. M. Fitzpatrick, *Asia's Latent Nuclear Powers*, *op. cit.*, p. 50-55.
117. « 60% of S. Koreans Support Nuclear Armament: Poll », *The Korea Times*, 23 septembre 2016.
118. M. Fitzpatrick, *Asia's Latent Nuclear Powers*, *op. cit.* p. 50-55.
119. R. Einhorm et D. Y. Kim, « Will South Korea Go Nuclear », *The Bulletin of Atomic Scientists*, 15 août 2016.
120. « Main Opposition Party Adopts U.S. Tactical Nuke Redeployment as Official Party Line », *Yonhap*, 16 août 2017.
121. « S. Korean Gov't Won't Consider Redeploying U.S. Tactical Nukes: Presidential Security Adviser », Yonhap, 22 août 2017 ; « S. Korea not Considering Tactical Nuclear Armament: Cheong Wa Dae", *Yonhap*, 10 septembre 2017.

Ainsi, le rapport de force conventionnel entre la Corée du Sud et la Corée du Nord est clairement en faveur de Séoul. Les forces armées sud-coréennes sont nombreuses, bien formées, en modernisation constante et disposent d'une gamme de capacités assez complètes, certaines sont même étonnamment développées. C'est notamment le cas des missiles qui ont pris une place centrale dans l'actuelle stratégie de défense du pays. L'apport de l'alliance militaire américaine reste toutefois décisif. Les renforts qui arriveraient en cas de guerre sont au cœur de la planification de défense de Séoul. Le « parapluie nucléaire » offert par Washington – même si sa crédibilité est de plus en plus contestée – est capital pour un pays qui ne dispose pas de l'arme nucléaire face à un autre qui possède et étoffe un arsenal nucléaire. Cette alliance a un prix : une certaine dépendance vis-à-vis de Washington et un positionnement régional délicat vis-à-vis de la Chine. Mais c'est le choix fait par Séoul pour assurer sa sécurité.

Trois enjeux pour l'avenir

Cherchant à conjurer le paradigme d'une armée de masse tournée vers la défensive, la Corée du Sud utilise souvent le terme de « modèle scientifique d'armée » pour dénommer son objectif de réforme. Pour y parvenir, il est crucial d'avoir une industrie de défense la plus performante possible. C'est un enjeu capacitaire, mais aussi diplomatique afin de faire progresser Séoul dans le sens d'une plus grande autonomie stratégique. Mais les équipements ne suffisent pas à faire une armée moderne et efficace. Il faut en parallèle réformer les structures de forces afin d'aboutir à un modèle d'armée plus ramassé et flexible – une gageure tant les obstacles culturels et politiques sont nombreux. Les mêmes rendent d'ailleurs très complexe toute évolution du service militaire, un déterminant majeur du modèle actuel.

Accélérer la croissance de l'industrie de défense

La puissance économique du Sud et la menace militaire du Nord favorisent une convergence d'intérêts pour l'industrie de défense et expliquent en partie que la Corée du Sud soit passée d'une dépendance totale pour la fourniture de ses équipements militaires au début des années 1950 à une des bases industrielles et technologiques de défense (BITD) les plus importantes d'Asie Pacifique aujourd'hui. Dès le début des années 1970, la Corée du Sud forme le vœu de disposer d'une industrie de défense nationale. La menace nord-coréenne représente une motivation évidente mais il s'agit surtout de réduire la subordination aux États-Unis. À cette époque, le président Park Chung Hee met en avant le principe d'autodéfense qui doit permettre l'autonomie de décision. Avec les années 1980 vient le temps de la rétro-ingénierie et des productions sous licence comme pour l'hélicoptère Hugues MD500. La Corée du Sud peut ainsi, en un temps extrêmement court, disposer d'une BITD capable de répondre à ses besoins de base en armement avec, par exemple, la production du fusil d'assaut K-2, de missiles courte et moyenne portées (*Hyunmoo*), de navires à faible tonnage ou encore d'avions de combat (*KF5-E* et *KF5-F*)[122].

122.C.-I. Moon et J.-O. Paek, « Defense Innovation and Industrialization in South-Korea: Assessments, Institutional Arrangements and Comparative Implications », papier préparé pour la conférence China's Defense and Dual-Use Science, Technology, and Industrial Base, *Policy Brief*, n° 14, septembre 2010.

Les exportations d'armement restent très limitées, notamment à cause de la dépendance vis-à-vis de l'industrie américaine[123].

Face à ce constat, dans les années 1990, un effort important de l'État dans le domaine de la R&D (3 % du budget de la défense en 1995) permet d'aboutir à des programmes phares produits localement par des maîtres d'œuvre du pays, avec une bonne part de technologie nationale. On peut citer le char de bataille K-2, le véhicule de combat d'infanterie K-21, le canon automoteur K-9 ou encore l'avion d'entraînement T-50. La BITD est réorganisée en profondeur. Par exemple, Korea Aerospace Industry (KAI) naît en 1999 du rapprochement des branches aéronautiques de Daewoo, Hyundai et Samsung.

La BITD sud-coréenne peut s'appuyer sur une forte demande locale. Aujourd'hui, 80 % de l'armement sud-coréen est produit nationalement[124]. Le pays dispose de quelques leaders dans le domaine de l'industrie de défense. Dans les 100 premières entreprises de défense en 2015 se trouvent sept firmes sud-coréennes : LIG next 1 (52e), KAI (54e), Hanwha Techwin (65e), DSME (67e), Hanwha Corp (71e), Poongsan Corp. (96e) et Hanwha System (100e)[125]. En 2015, le groupe Hanwha a finalisé l'acquisition de Samsung Techwin et de Samsung Thales. Avec cette fusion, le chiffre d'affaires de Hanwha dans le domaine de la défense atteint 4,2 milliards de dollars. L'entreprise est devenue le premier groupe de défense sud-coréen.

Les entreprises sud-coréennes se tournent de plus en plus vers les exportations. Dans le cadre du plan *Global Korea* de 2006, un des objectifs du gouvernement de Lee Myun-Bak était de faire de l'industrie de défense un « moteur de croissance » qui exporterait 4 milliards de dollars d'équipements militaires par an et compterait 50 000 employés d'ici à 2020[126] contre seulement 33 000 environ en 2013[127]. Même s'il apparaît ambitieux, cet objectif, qui permettrait à Séoul le « G7 des industries de défense », est envisageable car sa BITD s'est avérée compétitive sur le marché international. En 2015, les exportations sud-coréennes dans le domaine de l'armement ont atteint 3,54 milliards de dollars[128], en très

123. En effet, Washington interdit à un pays bénéficiant d'une technologie américaine dans le domaine de la défense de l'exporter à son tour à un pays tiers sans autorisation.
124. R. Weitz, « South Korea's Defense Industry: Increasing Domestic Capabilities and Global Opportunities », Korea Economic Institute of America, 7 novembre 2013.
125. A. Fleurant, « The Sipri top 100 Armsproducing and Military Services Companies, 2015 », SIPRI, décembre 2016.
126. S. W. Harold, « Defense Exports, an Essential part of "Global Korea" », *World Politics Review*, 21 octobre 2013.
127. W.-J. Jang, H.-K. Min et Y.-S. Ann, « The Korean Industry 2014: Current Status and its Policy Implications », KIET, juin 2015.
128.« L'industrie de défense sud-coréenne a enregistré 3,61 milliards de dollars d'exportation en 2014 », *KBS*, 5 janvier 2015.

légère baisse par rapport à 2014. Avec une croissance moyenne à l'export de près de 30 % sur les cinq dernières années, Séoul est devenu depuis 2010 le 13e exportateur mondial d'équipements militaires[129]. Cette performance repose en grande partie sur le niveau technologique remarquable de son industrie civile, son capital humain, les transferts de technologie et un très important soutien étatique. Il profite aussi d'un retour en grâce de l'armement conventionnel et en particulier de l'artillerie dans le sillage du conflit ukrainien. D'une nation exportant quasi exclusivement des munitions au début des années 2000, la Corée du Sud s'est diversifiée, et ses produits phares sont aujourd'hui les aéronefs, les sous-marins et les navires de soutien.

Exportations d'armement de la Corée du Sud (en millions de dollars)

2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
253	845	1031	1166	1188	2382	2353	3416	3612	3541

Source : 2016 Defense White Paper, Ministry of national defense Republic of Korea, 2016, p.121.

Les exportations d'armement sont considérées d'un point de vue purement lucratif comme un moteur (auxiliaire) de croissance mais aussi comme un outil régalien d'une stratégie d'influence. Les ventes d'armes participent en effet à la constitution d'un réseau de relais de puissance, notamment en Asie du Sud-Est. L'Indonésie fait ici figure de partenaire de premier ordre. De 2007 à 2011, elle s'est placée dans les cinq premiers importateurs d'armement sud-coréen[130], en particulier grâce à l'achat d'avions d'entraînement *T-50* (KAI) en 2011, de 22 véhicules de combat d'infanterie *Black Fox* (Doosan) en 2012, de 18 KH-179 (KIA Heavy Industries) en 2011 et de trois sous-marins *Chang Boo/type 209* (Daewoo Shipbuilding and Marine Engineering) en 2012. Un important accord de coopération a aussi été signé entre les deux pays dans le cadre du programme KFX/IFX (programme d'avions de combat multi-rôles de 5e génération) selon lequel 20 % des coûts de développement seront supportés par l'Indonésie qui devrait également commander une cinquantaine d'exemplaires de cet avion. Mais la Corée du Sud bénéficie aussi de marchés de niche[131] et ne se contente pas d'exporter vers l'Asie du Sud-Est[132]. Son produit d'appel est sans aucun doute l'avion d'entraînement/chasseur léger T-50/FA-50 qui n'a comme concurrent

129. SIPRI.
130. *2014 Defense White Paper*, Ministry of national defense Republic of Korea, 2014, p. 188.
131. Entretien avec K. Martin, chercheur à la FRS, 24 mai 2017.
132. V. Raghuvanshi, « Indo-South Korean Defense Ties Deepen with Minesweeper Purchase », *Defense News*, 15 octobre 2013.

sérieux que le M-346 italien, beaucoup plus onéreux. KAI a signé, en décembre 2013, un contrat d'1,1 milliard de dollars pour la livraison de 24 *FA-50* à l'Irak. En novembre 2012, KAI a réalisé sa première vente d'aéronefs en Amérique du Sud avec 20 avions *KT-1 Wong Bee* au Pérou pour un montant de 200 millions de dollars[133]. Les automoteurs d'artillerie K-9 (Samsung Techwin) bénéficient d'une situation similaire : 350 ont été vendus à la Turquie en 2011, 120 en 2014 à la Pologne et 100 en 2016 à l'Inde.

Les perspectives à l'export pour fin 2017 et 2018 sont intéressantes[134]. La compétition pour le futur avion d'entraînement américain (T-X) devrait voir son épilogue fin 2017. KAI associé avec Lockheed est l'un des trois compétiteurs officiellement en course avec le T-50A. Le gain d'un contrat d'une telle ampleur – 350 appareils et 16 milliards de dollars – serait inédit dans l'histoire des exportations d'armement sud-coréennes et pourrait ensuite ouvrir d'autres marchés (EAU, Brésil, etc.). Le Botswana et l'Argentine sont de potentiels acheteurs pour le FA-50. Le K-9 pourrait quant à lui remporter un contrat majeur en Inde, mais aussi en Australie, en Norvège et en Égypte.

Ce tableau trop rose des exportations sud-coréennes doit cependant être nuancé : leur montant demeure modeste par rapport aux grands exportateurs et représente encore moins de 1 % des ventes internationales. Le pays éprouve en outre des difficultés à monter en gamme[135] et sa dépendance technologique à l'égard des États-Unis devrait perdurer dans les années à venir. La BITD sud-coréenne est encore loin derrière les leaders internationaux dans des domaines clés comme l'électronique embarquée, les commandes de vol, les matériaux composites ou le design des rotors[136]. La Corée du Sud reste par ailleurs très dépendante, elle est le 13e importateur mondial d'armement sur la période 2012-2016 et Washington représente 60 % de ses importations d'armement sur la même période[137]. En septembre 2014, Séoul a même signé avec une entreprise américaine son plus important contrat d'acquisition d'armement de l'histoire avec l'achat de 40 F-35 pour un montant estimé de 7 milliards de dollars. Les remous provoqués par le refus américain de transférer quatre

133. « KAIs Two Basic Trainers Delivered to Peru », *Yonhap News Agency*, 22 octobre 2014.
134. C.-D. Lee, « S. Korea Aims to Expand Arms Export", *Yonhap*, 13 juillet 2017.
135. Entretien avec K. Martin, chercheur à la FRS, 24 mai 2017.
136. C.-M.Kim, « Outlook on the Defense Industry and its Exports », *E-KIET Issues and Analysis*, 19 octobre 2012.
137. « Trends in International Arms Transfer 2016 », SIPRI, février 2017.

technologies clés dans le cadre du programme d'avion de chasse KF-X sont ainsi symptomatiques de la dépendance technologique persistante de Séoul[138].

La Corée du Sud a su, en seulement 10 ans, trouver sa place et créer sa réputation d'exportateur d'armement, ce qui participe à sa diplomatie de puissance moyenne. La BITD sud-coréenne a pu bénéficier de marchés de niche à faible concurrence et d'un marché intérieur très protégé lui permettant une politique de prix agressifs à l'export[139]. Son alliance avec les États-Unis a constitué une opportunité formidable pour élever son niveau technologique. Cependant le pays reste dépendant des technologies occidentales. Ses coûts de production sont élevés et sa productivité relativement faible[140]. S'ils sont d'excellents manufacturiers, les industriels de défense sud-coréens éprouvent encore des difficultés en tant qu'intégrateur système[141].

Les réformes au défi de la politique

Si la recherche d'un nouveau modèle de défense pour la Corée du Sud a véritablement débuté au début des années 2000, elle n'a pas su pleinement se réaliser pour le moment. L'historique des réformes souligne la persistance d'au moins quatre défis pour ce processus[142] : le difficile équilibre entre réponse à la menace nord-coréenne immédiate et préparation des forces aux défis stratégiques régionaux de demain ; le juste financement des réformes ; la réduction des effectifs sans diminution de la capacité opérationnelle ; le tempo du transfert de l'OPCON pour ne pas atténuer la dissuasion et la solidité de l'alliance américaine.

En décembre 2005 la *Réforme de Défense 2020* (DR 2020) est rendue publique par le gouvernement Roh[143]. Notamment inspiré par la transformation des armées françaises, c'est le plan de réforme le plus ambitieux de l'histoire récente des armées coréennes[144]. Conçu pendant la

138. S.-K. Jung, « Tech Transfer Hobbles South Korea's Fighter Program » *Defense News*, 27 septembre 2015.
139. Entretien avec P. Defranoux, Thales Korea, 5 juillet 2017.
140. W.-J. Jang, H.-K. Min et Y.-S. Ann, « The Korean Defense Industry 2014: Current Policy and its Policy Implications », *KIET Occasional Paper*, n° 98, juin 2015.
141. Les problèmes à répétition rencontrés par l'hélicoptère *Surion* en sont le parfait exemple. Entretien avec P. Defranoux, Thales Korea, 5 juillet 2017.
142. P. M. Cronin (ed.), *Breakthrough on the Peninsula: Third Offset Strategies and the Future Defense of Korea*, Center for New American Security, novembre 2016, p. 24.
143. B. Bennett, « A Brief Analysis of the Republic of Korea's Defense Reform Plan », Rand, 2006 et B. Kilinger « South Korea: Taking the Right Steps Toward Defense Reform », *Backgrounder*, n° 2618, The Heritage Foundation, 19 octobre 2011.
144. Entretien avec un officier général sud-coréen Y, 5 juillet 2017.

période de la « *Sunshine Policy*[145] », une de ses hypothèses de base était une diminution de la menace posée par le Nord. Il visait à obtenir une armée plus ramassée (de 681 000 à 500 000 en 2020), plus professionnelle, plus autonome et plus moderne. La marine et l'armée de l'Air étaient prioritaires sur l'armée de Terre pour rééquilibrer les forces. Presque toutes les réductions d'effectifs étaient supportées par l'armée de Terre (de 560 000 à 370 000 et 23 divisions en moins) qui représentait alors 80 % des forces armées. Contrairement aux réformes mises en œuvre en France au moment de la professionnalisation, la mise en œuvre de ce plan prévoyait un important effort budgétaire, avec une augmentation de l'ordre de 11 % par an jusqu'en 2015, puis de 7 % jusqu'en 2020.

Peut-être trop radicale dans sa conception, la DR 2020 n'a jamais vraiment été mise en œuvre. Les administrations suivantes en ont certes suivi les grandes lignes – modernisation des forces et réductions d'effectifs – mais toujours en atténuant les mesures. Dès 2008, l'arrivée au pouvoir du conservateur Lee Myung-Bak entraîne une modification du plan, qui voit l'objectif final des baisses d'effectifs repoussé à 2025. Des projets d'acquisitions sont retardés comme les ravitailleurs en vols et les drones stratégiques.

En 2010, les déficiences dans les réactions aux attaques nord-coréennes provoquent un choc dans l'opinion publique et poussent la présidence à prendre des mesures. La DR 2020 est une nouvelle fois mise en sommeil. Un comité d'experts est créé qui livre ses recommandations fin 2010, débouchant sur le *Plan de réforme 307*. Contrairement à l'esprit de la DR 2020, les réformes sont alors tournées vers la réponse aux provocations nord-coréennes. L'objectif de rendre la Corée du Sud souveraine dans le domaine de la défense est, de fait, abandonné. La réforme du haut commandement afin d'aller vers davantage d'intégrations interarmées devient prioritaire. Elle se heurte à une très forte résistance, en particulier de la marine et de l'armée de l'Air qui craignent que cela ne donne trop de pouvoir au chef d'état-major des armées, le plus souvent issu de l'armée de Terre[146]. Les réductions d'effectifs sont une nouvelles fois révisées avec un objectif à 522 000 hommes pour 2022. La DR 2020 a dès lors perdu l'essentiel de sa substance.

En 2014, la nouvelle administration de la Présidente Park Geun Hye annonce son *Defense Reform Basic Plan* 2014-2030. L'accent y est mis sur

145. Ce terme désigne la politique étrangère de la Corée du Sud envers la Corée du Nord entre 1998 et 2008. Il s'agissait de tenter de normaliser les relations avec Pyongyang en encourageant l'interaction et par l'aide économique.
146. H. R. Park, « South Korea's Failure to Implement "Defense Reform 2020" », *The Korean Journal of International Studies*, vol. 12, n° 2, décembre 2014, p. 379-401.

l'augmentation du volume d'officiers et de sous-officiers, une armée centrée sur les Corps d'armée et une réduction d'effectifs de 110 000 hommes. Mais ce plan n'inclut aucun objectif ambitieux de réorganisation des structures de forces. Au final, malgré les nombreuses modifications des plans de réforme, il n'y a pas eu d'évolution profonde du modèle d'armée[147]. Les armées sud-coréennes ont conservé une structure traditionnelle largement fondée sur la force terrestre et son déploiement défensif, même si le nombre de soldats a diminué de 56 000 hommes entre 2006 et 2016[148]. Les raisons qui expliquent cette difficulté à réformer sont multiples[149] :

- La très forte politisation des questions de défense et l'absence de vision stratégique consensuelle[150] ne permettent pas un effort de réforme dans la durée. Yoon Gwang-Un, le ministre de la Défense qui a initié la réforme en 2005, avait voulu contourner cet obstacle en obtenant que la réforme soit votée comme une loi en décembre 2006[151], ce qui n'a pas été suffisant ;
- Le ralentissement de la croissance économique depuis 2003 et les pressions sur le budget ont imposé des arbitrages en défaveur du budget de la défense conduisant au sous-financement des réformes ;
- Après des dizaines d'années de posture défensive et de dépendance vis-à-vis des États-Unis, l'institution militaire sud-coréenne est marquée par sa rigidité et un certain conservatisme intellectuel ;
- La forte concurrence interarmées est un autre facteur de blocage, en particulier lorsqu'il s'agit d'aboutir à une meilleure intégration ;
- La faible participation coréenne à des opérations récentes n'offre pas le retour d'expérience qui pourrait pousser à faire évoluer les structures de défense[152].

Reste que certaines évolutions importantes sont planifiées pour les années à venir, par exemple la restructuration de l'état-major des armées. La réduction des effectifs devrait se poursuivre avec une baisse de 625 000 à 522 000 hommes d'ici à 2022. Ces diminutions seront exclusivement supportées par l'armée de Terre qui passera de 490 000 à 387 000 hommes[153]. L'état-major est par ailleurs bien conscient qu'à partir

147. Entretien avec un officier général sud-coréen Y, 5 juillet 2017.
148. *2016 Defense White Book*, *op. cit.*, p. 102.
149. P. M. Cronin (ed.), « Breakthrough on the Peninsula, *op. cit.*, p. 24.
150. Entretien avec un chercheur sud-coréen, 5 juillet 2017.
151. H.-R. Park, « South Korea's Failure to Implement "Defense Reform 2020" », *op. cit.*
152. Il faut néanmoins reconnaître aux forces coréennes d'être certainement les plus engagées d'Asie de l'Est dans des interventions à l'étranger.
153. *2016 Defense White Book*, *op. cit.*, p. 104.

de 2023, et à cause de la démographie, il pourrait être nécessaire d'aller vers 500 000 hommes[154]. L'armée de Terre devrait aussi restructurer ses unités comme avec la fusion prévue des 1ère et 3e armées. Les unités de niveau corps d'armée, le plus haut niveau tactique de l'armée sud-coréenne, seraient renforcées afin d'améliorer leur capacité à mener des opérations indépendantes. Le niveau régimentaire devrait être supprimé et remplacé par un niveau brigade qui n'existait pas jusqu'ici et qui se verrait adjoindre des unités d'artillerie organiques équipées de K-9[155]. Un effort devrait également être consenti dans le domaine des réserves avec pour objectif de pouvoir les mobiliser plus rapidement, ce qui passe par des actions législatives et la création d'un commandement dédié à cette mobilisation.

La question du budget sera cruciale à la mise en œuvre de ces ambitions. Le budget de la défense sud-coréen est en croissance constante depuis la fin de la guerre de Corée (à l'exception de 1997 et 1998). Entre 2016 et 2017, il a augmenté de 4 % pour atteindre 36 milliards de dollars soit 2,39 % du PIB et 14,7 % du budget de l'État, ce qui le place au 10e rang mondial[156]. Près des trois quarts des dépenses sont consacrées aux frais de personnel et d'infrastructure, incluant un effort important pour améliorer les conditions de vie des appelés avec, notamment, une augmentation continue de leur solde qui a doublé entre 2012 et 2017 et un plan de rénovation des casernes[157]. 28,14 % du budget sont consacrés aux acquisitions et au développement.

Ce montant reste relativement modeste comparé à d'autres pays ayant un niveau d'insécurité comparable. Israël consacre par exemple 6,02 % de sa richesse nationale à la défense. La progression annuelle du budget de défense a été maintenue en dessous de 5 % ces quatre dernières années, alors que le ministère de la Défense estime qu'une augmentation de 10 % est nécessaire pour réaliser les efforts de modernisation. Étant donné la croissance modeste – aux standards coréens – du PIB, une augmentation massive du budget de la défense est peu probable. Le ministère des Finances et de la Stratégie militait ainsi il y a peu pour que son augmentation annuelle soit limitée à 2,8 %[158]. Avec un tel budget, il serait clairement difficile de concilier armée de masse et modernisation. À long

154. Entretien avec un officier général sud-coréen Y, 5 juillet 2017.
155. Entretien avec un officier général sud-coréen Y, 5 juillet 2017.
156. C. Lee, « U.S.-ROK Mil-to-Mil Relations and the ROK 2017 Defense Budget », *Real Clear Defense*, 2 février 2017 et Defense Paper 2016, p. 125.
157. *2016 Defense White Book*, *op. cit.*, p. 128.
158. « 2015-2019 National Financial Management Plan », Ministère des Finances et de la Stratégie, 2015.

terme pourrait apparaître le risque de créer un différentiel capacitaire avec les États-Unis remettant en question l'interopérabilité des deux forces.

Malgré ces contraintes budgétaires, les ambitions officielles demeurent substantielles. Le « *Mid-term defense program* » 2017-2021[159] est prévu à 199,5 milliards de dollars sur cinq ans, soit une augmentation annuelle moyenne du budget de 5 %. Dans ce montant, 4,7 milliards de dollars sont prévus pour la *Kill Chain*, 2,2 milliards de dollars pour le KAMD et 17 milliards pour renforcer les moyens de reconnaissance. Dans ses promesses de campagne, Moon Jae-In s'est engagé à ce que le budget de la défense atteigne 2,9 % du PIB d'ici à la fin de son mandat, en 2022. Les réformes successives de l'armée sud-coréenne sont ainsi marquées par un dilemme : vouloir transformer l'armée en une force resserrée de haute technologie difficile à justifier et à mettre en œuvre face à la menace nord-coréenne et avec une armée de conscription. La Corée du Sud se trouve alors dans l'obligation d'entretenir des effectifs importants tout en acquérant des équipements toujours plus sophistiqués, au risque de ne plus pouvoir financer ce modèle.

L'avenir incertain du service militaire

Avec 630 000 hommes et femmes sous les drapeaux, la Corée du Sud dispose de la septième armée du monde en volume. Les conscrits sont astreints à un service militaire obligatoire pour les hommes de 20 à 24 mois (selon les armées[160]). Ils étaient 432 000 en 2016 pour seulement 193 000 professionnels[161], soit près de 70 % des effectifs sous les drapeaux[162]. Ce service universel fait l'objet d'importants débats liés aux évolutions de la société, de la menace et des technologies militaires. Il est vu par certains comme un anachronisme alors que de nombreuses armées se sont professionnalisées depuis la fin de la guerre froide. La Corée du Sud est aujourd'hui l'un des 11 pays des 34 membres de l'OCDE à maintenir la conscription[163].

Comme dans la plupart des autres pays ayant conservé ce type de dispositif, le service militaire en Corée du Sud se heurte avec la tendance naturelle des sociétés contemporaines à l'individualisme qui s'oppose à l'idée de sacrifier de longs mois au service de la défense de la nation et a

159. *2016 Defense White Book*, *op. cit.*, p. 128-131.
160. 24 mois dans la Marine, 23 dans l'armée de l'Air, 20 dans l'armée de Terre.
161. Entretien avec un officier sud-coréen, 2 juin 2017.
162. À titre de comparaison, en 1989, en France, les appelés représentaient 36,42 % des effectifs. Voir M. Auvray, *L'âge des casernes : histoire et mythes du service militaire*, Paris, L'Aube, 1998, p. 233.
163. H. J. Choi et H. J. Kim, « Of Soldiers and Citizens: Shallow Marketisation, Military Service and Citizenship in Neo-Liberal South Korea », *Journal of Contemporary Asia*, décembre 2016.

fortiori de se battre et éventuellement de mourir pour son pays[164]. De plus en plus de parents considèrent le service militaire comme une perte de temps. Selon un sondage de 2014, 40,2 % des parents d'enfants proches de l'âge du service militaire préféreraient qu'ils soient exemptés si cela était possible[165]. À l'image du système éducatif, l'entrée dans le service national est hyper compétitive, en particulier pour pouvoir choisir son armée. La marine et surtout l'armée de l'Air sont les plus en vue, notamment parce que la solde et les conditions de vie et de travail y sont réputées meilleures. Mais l'affectation la plus prisée est celle des KATUSA (*Korean Augmentation to the United States Army*) qui bénéficient de bien meilleures conditions de vie et de la possibilité de sortir tous les soirs[166].

La non-universalité du service et le sentiment d'inégalité qui en découle demeurent problématiques. Environ 28 000 hommes font chaque année un service alternatif. Les plus nombreux sont des étudiants en sciences et des élèves ingénieurs qui peuvent être autorisés à continuer leurs recherches dans des instituts. Il existe aussi des possibilités de service dans la police, les garde-côtes, les sapeurs pompiers ou d'autres services publics[167]. À titre de comparaison, en France, en 1993, 8 % des appelés faisaient un service civil (2 % en 1983)[168]. Une position sociale élevée peut aider à éviter le service militaire. Plus globalement, 30 % des citoyens obtiennent des exemptions ou remplissent leurs obligations *via* des services alternatifs. La situation n'était pas différente en France à la fin des années 1980 où près de 20 000 décisions d'affectation individuelles par an étaient prononcées sur recommandations d'élus politiques[169]. En Corée du Sud, les pouvoirs publics tentent, depuis la fin des années 1990, de promouvoir « l'égalité dans le service militaire[170] ». Pour ce faire, les règles ont été durcies en modifiant les lois relatives à la nationalité et celles régissant la conscription (en 2004 et 2005).

La dureté des conditions de ce service militaire et les abus réguliers sont une autre source de débat. Ils sont le reflet d'une culture traditionnelle coréenne dans laquelle hiérarchie, rang, autorité, domination et

164. Le taux de réponses positives à la question de la volonté de se battre pour son pays en Corée du Sud est passé de 85,4 % sur la période 1990-1994 à 63 % sur la période 2010-2014. Disponible à l'adresse : www.worldvaluessurvey.org .

165. « Support for Compulsory Military Service on the Wane », *The Chosun Ilbo*, 5 décembre 2014.

166. Appelés sud-coréens intégrés au sein de la 8e armée. Ils servent en particulier en tant que traducteur et conseillers culturels.

167. M.-S. Yoon, « S. Korea to Abolish Alternative Military Service by 2022 », *Korea Herald*, 17 mai 2016.

168. M. Auvray, *L'âge des casernes*, *op. cit.*, p. 239.

169. *Ibid.*, p. 240.

170. H. J. Choi et H. J. Kim, « Of Soldiers and Citizens: Shallow Marketisation, Military Service and Citizenship in Neo-Liberal South Korea », *op. cit.*

subordination sont centrales[171]. La discipline est stricte et les conditions de vie spartiates. Les appelés ne disposent que de 28 jours de permissions sur la totalité de leurs deux ans de service. Ils n'ont pas accès au téléphone mobile et ne peuvent pas détenir d'ordinateur portable. Il en résulte un profond sentiment d'isolement, particulièrement vis-à-vis des proches alors que la société sud-coréenne est hyper connectée. Même si elle a doublé depuis 2012, la solde mensuelle moyenne des conscrits n'est que de 177 dollars, soit 13 % du salaire minimum.

Les mauvais traitements sont encore assez fréquents et font souvent la une des journaux. Le cas du soldat de première classe Yoon, mort en avril 2014 après avoir subi de nombreux sévices, est emblématique[172]. Même si les sanctions contre les auteurs de violences sont lourdes, que des plans de lutte contre les violences sont régulièrement annoncés et que des mesures sont prises (et ce depuis 1997), l'ancrage culturel profond de ce type de comportement au sein des armées le rend difficile à éradiquer[173]. Ces conditions difficiles se traduisent notamment par un nombre de suicides élevé : 82,2 par an en moyenne entre 2009 et 2013[174]. L'impact sur l'image des forces armées n'est pas négligeable[175]. Un sondage mené par les forces sud-coréennes à l'été 2014 a montré que 57,8 % des conscrits n'éprouvaient pas de fierté à avoir servi les armées[176]. Pour restaurer la confiance, les gouvernements ont légiféré mais aussi mené des actions médiatiques et culturelles[177].

La question de savoir si une armée de masse est encore nécessaire pour faire face à la Corée du Nord est récurrente dans les débats, et se nourrit du fait que le rapport de force technologique soit clairement favorable à la Corée du Sud. Des interrogations se font aussi sentir quant à la pertinence d'utiliser des conscrits pour servir des équipements de haute technologie. Cependant, si des voix se font entendre pour diminuer la durée du service militaire, il n'y a pas actuellement de volonté politique forte pour sa suppression. La menace nord-coréenne, l'environnement stratégique régional, la réticence américaine à s'engager en masse au sol après les « longues guerres » d'Afghanistan et d'Irak, ou encore le volume

171. T. Bax, *Bullying and Violence in South Korea: From Home to School and beyond*, New York, Springer Berlin Heidelberg, 2016, p. 180.
172. *Ibid.*, p. 40-45.
173. *Ibid.*, p. 42.
174. J. Ryall, « Flight or Fight: Conscription Misery in South Korea », *South China Morning Post*, 15 janvier 2015.
175. H. J. Choi et H. J. Kim, « Of Soldiers and Citizens: Shallow Marketisation, Military Service and Citizneship in Neo-Liberal South Korea », *op. cit.*
176. « Most Conscripts Take No Pride in Military Service », *The Chosun Ilbo*, 2 janvier 2015.
177. H. J. Choi et H. J. Kim, « Of Soldiers and Citizens: Shallow Marketisation, Military Service and Citizneship in Neo-Liberal South Korea », *op. cit.*

d'hommes nécessaire en vue d'une stabilisation de la Corée du Nord rendent cet objectif irréaliste aux yeux de la plupart des décideurs politiques. Il existe cependant une division générationnelle profonde sur les questions de sécurité qui pourrait faire rapidement évoluer ce statu quo. De plus, les armées elles-mêmes se présentent comme étant en voie de professionnalisation, notamment en ayant un objectif de 30 % de sous-officiers d'ici à 2025[178].

Une autre évolution structurelle vient surtout saper les bases du service militaire en Corée du Sud : le déclin démographique. Avec 1,2 enfant par femme depuis plus de 10 ans, la Corée du Sud a un taux de natalité inférieur à celui nécessaire au renouvellement des générations[179]. Jusqu'en 1970, la Corée comptait plus d'un million de naissances par an ; ce chiffre est tombé à 438 400 aujourd'hui et devrait passer à 410 000 en 2029, soit le même niveau que les décès[180]. En 2031, le dépeuplement devrait s'amorcer. L'impact sur les armées est inévitable : alors qu'entre 1977 et 2002, plus de 400 000 hommes étaient susceptibles de faire leur service militaire chaque année. En 2009, ils n'étaient plus que 325 000. En 2023, ils devraient être moins de 250 000[181]. Dès 2020, le volume de population ayant 20 ans sera inférieur aux besoins de conscrits[182]. Il est estimé qu'il manquera 20 000 à 30 000 conscrits par an à cet horizon. Cette tension démographique n'est pas uniquement problématique pour combler les rangs de l'armée. Il sera aussi sûrement de plus en plus difficile de défendre le budget de la défense alors que les dépenses sociales augmenteront avec l'âge moyen et que la population active diminuera. À l'horizon 2030, les plus de 65 ans représenteront 20 % de la population et 42,5 % en 2065. Les options à disposition des planificateurs militaires sud-coréens pour relever le défi démographique sont limitées[183] :

- Diminuer le volume d'hommes sous les drapeaux et se concentrer sur une armée plus resserrée et plus technologique à ce jour la voie choisie mais il n'est pas certain que les diminutions d'effectifs prévues suffisent ;
- Envisager une armée pleinement professionnelle serait possible, mais étant donné le volume de population disponible pour s'engager dans les armées, il semble difficile d'atteindre un total supérieur à 100 000 hommes et femmes engagés dans une carrière militaire professionnelle

178. Entretien avec un officier général sud-coréen Y, 5 juillet 2017.
179. E. Hervey Stephen, « Policy Concerns of Low Fertility for Military Planning in South Korea », Analysis from the East-West Center, n° 102, novembre 2011.
180. S.-W. Lee, « L'inquiétante question de l'inversion démographique », *Koreana*, 2017, p. 36-39.
181. B. Klinger, « South Korea: Taking the Right Steps Toward Defense Reform », *op. cit.*
182. E. H. Stephen, « Policy Concerns of Low Fertility for Military Planning in South Korea », *op. cit.*
183. Des options politiques échappent au domaine de la défense, comme la mise en œuvre de politiques nataliste ou l'accroissement de l'immigration.

après 2025[184] ;

- Augmenter la durée du service national apparaît aussi difficile alors que le président Moon ayant promis de le réduire à 18 mois[185] ;
- Réduire le nombre d'exemptions, y compris physiques. En 2016, le ministre de la Défense a ainsi annoncé vouloir les supprimer progressivement (2020-2023)[186]. Il est aussi possible de diminuer les possibilités de service alternatif, en retirant, par exemple à la police une partie de sa ressource de conscrits.
- Accroître le nombre de femmes servant dans l'armée, voire mettre en place un service militaire obligatoire pour les femmes[187] (ce qui n'est pas envisagé aujourd'hui car la majorité des femmes s'y oppose). En 2016, il y avait 10 263 femmes servant dans les armées dont 5,5 % d'officiers, parmi lesquels deux généraux de brigade[188].
- S'appuyer davantage sur les réserves, en particulier pour l'armée de Terre et les Marines.

La question démographique viendra nécessairement impacter le modèle d'armée sud-coréen qui a tant de difficultés à se réformer. Le volume d'hommes sous les drapeaux baissera nécessairement. Cependant, la menace nord-coréenne ne plaide pas non plus pour une armée professionnelle qui aurait forcément des effectifs trop réduits pour répondre à tous les scénarios. Reste la possibilité de faire appel à des réserves beaucoup mieux entraînées et équipées et mobilisables rapidement. Des efforts sont faits dans ce sens notamment *via* la création d'un « commandement de la mobilisation[189] » en 2017.

Les défis qui attendent le gouvernement du président Moon Jae-In pour la défense sont d'autant plus immenses que ce dernier est très ambitieux dans ce domaine. Il a ainsi déclaré que la Corée « pourrait avoir besoin d'une réforme de la défense complète, du niveau d'une renaissance, plutôt que de

184. B. W. Bennett, « A Brief Analysis of the Republic of Korea's Defense Reform Plan », *op. cit.*, p. 35.
185. Plusieurs experts expriment des doutes quant à la faisabilité de cette réforme. Entretien avec Choi Kang, ASAN, 6 juillet 2017.
186. « South Korea's military Seeks to Scrap All Existing Exemptions to Conscription », *The Strait Times*, 17 mai 2016.
187. Position défendue par l'entrepreneuse Kim Sung-Joo.
188. À titre de comparaison, en 2015, le taux de féminisation était de 15,5 % pour les armées françaises en général, de 14,5 % pour les officiers, 17,4 % pour les sous-officiers et 13,2 % pour les militaires du rang. L'objectif affiché pour 2020 est de 7 % pour les officiers et 5 % pour les sous-officiers. Voir E. Smith, « More Than 10,000 Women Serve in South Korea's Military, Seoul Says », *UPI*, 26 septembre 2016 et *2016 Defense White Book*, *op. cit.*, p. 85 ; *Bilan social 2015 du ministère de la Défense,* direction des ressources humaines de la défense, 2016.
189. *2016 Defense White Book*, *op. cit.*, p. 60-61.

faire quelques améliorations ou modifications[190] ». Son plan ne devrait être dévoilé que fin 2017-début 2018. Les premières mesures prises à ce stade sont symboliques. Début août 2017, il a nommé le général Jeong Kyong-Doo président du comité des chefs d'état-major. Ancien chef d'état-major de l'armée de l'Air, il n'est que le troisième officier n'étant pas issu de l'armée de Terre qui accède à cette fonction. De plus, le ministre de la Défense, Song Young-Moo, est un ancien chef d'état-major de la marine, ce qui là aussi est peu habituel. Moon Jae-In cherche aussi à mettre fin à la corruption endémique qui mine l'industrie de défense et la classe politique. La voie est étroite entre les réticences culturelles et la menace nord-coréenne.

190. « President Urges "Complete" Overhaul of Military for Enhanced Defense Capabilities », *Yonhap*, 9 août 2017.

Conclusion

Prises dans leur ensemble les forces armées sud-coréennes constituent un formidable outil militaire. Elles sont nombreuses, bien équipées et bénéficient d'un effort de modernisation constant et soutenu dans la durée. Contrairement à la plupart des forces armées occidentales, elles disposent en outre d'un objectif clair avec la persistance d'une menace immédiate au Nord qui, en dépit des divers scénarios envisageables, leur confère un horizon opérationnel prioritaire évident. Ces caractéristiques se traduisent par un rapport de force conventionnel avec le Nord clairement en la faveur de Séoul.

L'évolution de la défense sud-coréenne est toutefois entravée. Malgré la volonté exprimée de ne pas focaliser la politique de défense sur la Corée du Nord, particulièrement pendant les mandats de Kim Dae-Jung et Roh Moon-Hyun (1999-2009), le premier devoir de Séoul reste de se préparer et d'avoir des capacités militaires pour faire face à tous les scénarios l'opposant à Pyongyang. D'où une armée massive et donc des difficultés à financer les efforts de modernisation, et ce malgré les augmentations budgétaires systématiques. L'alliance entre Séoul et Washington achoppe sur le dilemme bien connu entre volonté d'indépendance et besoin vital de maintenir une alliance la plus solide possible. La forte politisation des questions de défense en Corée du Sud rend difficile l'exécution de plans de réforme sur le long terme, et le fossé générationnel joue ici un rôle majeur. Les « anciennes générations » sont les plus concernées par les questions de sécurité tandis que les Sud-coréens dans leur vingtaine ou trentaine, eux, n'ont connu ni la guerre, ni le régime militaire et n'ont pas reçu l'éducation fortement anticommuniste qui a prévalu jusqu'au début des années 1980. Certains parlent même de « complexe de la guerre de Corée[191] » : l'expérience douloureuse de ce conflit inhiberait aujourd'hui encore toute idée d'action offensive. Ici aussi, le changement de génération pourrait faire évoluer ce constat.

Au quotidien, les Sud-Coréens se montrent assez indifférents aux problématiques de sécurité. L'élection présidentielle de 2017 l'a une nouvelle fois illustré. Alors que les tensions avec la Corée du Nord étaient très élevées, ce sujet n'était pas au cœur des préoccupations de la population sud-coréenne, davantage préoccupée par les questions

191. Entretien avec un chercheur sud-coréen, 5 juillet 2017.

économiques et sociales. La désillusion économique est un facteur majeur d'insatisfaction. La croissance en Corée du Sud stagne autour de 2,8 % depuis 2011 et les prévisions sont identiques pour 2017, loin des années fastes du « miracle sur la rivière Han ». Le chômage est élevé pour le pays : 4,2 % en avril 2017, et les inégalités s'accroissent depuis 1997.

L'arrivée à la présidence de Moon Jae-In pourrait ouvrir une nouvelle ère pour la réforme de la défense sud-coréenne. Son plan sera vraisemblablement connu fin 2017-début 2018. Reste que les entraves décrites demeurent et qu'il sera très difficile d'aller vers un autre modèle d'armée tant que la menace nord-coréenne sera présente sous cette forme. Le jour où la Corée du Sud aura la volonté et la possibilité de réformer en profondeur son outil de défense, elle devra en retour prendre garde à ne pas aller trop loin, au risque de perdre certains de ses atouts. La France, qui a servi et sert toujours de modèle en Corée, pourrait se tourner avec intérêt vers Séoul afin d'y chercher des leçons dans plusieurs domaines dont l'intérêt a été renouvelé avec l'évolution du contexte stratégique : masse, utilisation et gestion des réserves, défense antimissiles, défense civile, etc.

Plus généralement, la France avait tort de se désintéresser de la péninsule coréenne. Dans un communiqué publié le 12 août 2017, Emmanuel Macron a fait part de sa préoccupation quant à la situation en Corée et « assuré les alliés et partenaires de la France dans la région de sa solidarité dans la période actuelle[192] ». La France, ayant participé à la guerre de Corée, a un rôle particulier. L'armistice de 1953 a été signé par le commandant de l'UNC au nom de ses 16 pays membres, dont la France. À cette occasion, dans une déclaration commune, ces derniers se sont engagés pour la défense de la Corée du Sud : « Nous affirmons que s'il se produisait une attaque armée, constituant une nouvelle provocation aux principes des Nations unies, nous nous retrouverions unis et prêts à résister[193]. » Une guerre, voire des conditions sécuritaires très dégradées, peut donc théoriquement suffire pour impliquer France. Il est clair cependant que les modalités de cet engagement ne sont pas définies, voire peut-être impensées. Étant donné cet engagement diplomatique et les conséquences stratégiques et économiques majeures qu'aurait une deuxième guerre de Corée, il serait toutefois politiquement très difficile pour la France de rester à l'écart, d'autant que les hostilités pourraient ne pas rester longtemps contenues à l'intérieur de la péninsule.

192. Communiqué de la Présidence, 12 août 2017, disponible à l'adresse : www.elysee.fr.
193. « Déclaration des seize puissances en cas d'armistice en Corée », 27 juillet 1953, disponible à l'adresse : repository.un.org.

Annexes

Annexe 1

Principaux matériels en dotation dans les forces armées de la République de Corée en 2017

Catégorie	Types	Total par catégorie
Armée de Terre		
Char de bataille principal	1 000 K1	**2 914**
	484 K1A1	
	100 K2	
	253 M48	
	597 M48A5	
	80 T-80U (en réserve)	
	400 M47 (en réserve)	
Véhicules de combat d'infanterie	350 K-21 (Doosan)	**390**
	40 BMP-3 (en réserve)	
Véhicules de transport de troupes	300 Bv-206	**2 790**
	1700 KIFV	
	420 M113	
	140 M577	
	20 BTR-80	
	200 KM-900/-901 (Fiat 6614)	
Artillerie tractée	1 700 M101/KH-178 [105mm]	**3 500+**

	1 800+ KH-179/M114/M115	
Artillerie automotrice	300 K9 *Thunder* [155mm]	**1 353+**
	1 040 M109A2 (K55/K55A1) [155mm]	
	13 M110 [203mm]	
Lance-roquettes multiples	156 *Kooryong* [130mm]	**214**
	48 M270 MLRS [227mm]	
	10 M270A1 MLRS [227mm]	
	Chunmoo [239mm]	
Missiles sol-sol	30 *Hyonmu*I/IIA/IIB	**30+**
	MGM-140A/B ATACMS	
	Hyonmu III	
Hélicoptères d'attaque	60 AH-1F/-J *Cobra*	**64**
	4 AH-64E *Apache*	
Hélicoptères multirôles	130 Hughes 500D	**175**
	45 MD-500	
Hélicoptères de transport	31 CH-47D *Chinook*	**296**
	6 MH-47E *Chinook*	
	60 KUH-1 *Surion*	
	87 UH-60P *Black Hawk*	
	100 Bell-205 (UH-1H *Iroquois*)	
Marine		
Sous-marins d'attaque	9 *Chang Bogo*	**14**
	5 *Son Won-il*	
Sous-marins côtiers	9 *Cosmos*	**9**
Destroyers lance-missiles	3 *Sejong*	**3**

Destroyers	6 *Chungmugong Yi Sun-Sin* (KDD-II)	**6**
Frégates	3 *Gwanggaeto Daewang* (KDD-I)	**14**
	4 *Incheon*	
	7 *Ulsan*	
Corvettes	17 *Gumdoksuri*	**35**
	18 *Po Hang*	
Patrouilleurs	74 *Sea Dolphin*	**74**
Guerre des mines	6 *Kan Kyeong*	**10**
	3 *Yang Yang*	
	1 *Won San*	
Amphibie	1 navire d'assaut amphibie *Dodko*	**47**
	1 transport de chalands de débarquements *Cheonwangbong*	
	4 landing ship tank *Go Jun Bong*	
	5 aéroglisseurs : 3 *Tsaplya* et 2 LSF-II	
Avions anti sous-marins	16 P-3C/CK *Orion*	**16**
Hélicoptères anti sous-marins	23 *Lynx* MK99/MK99-A	**27**
	4 AW159 *Wildcat*	
Armée de l'Air		
Chasseurs d'attaque au sol	70 F-4E *Phantom II*	**313**
	60 F-15K *Eagle*	
	118 KF-16C *Fighting Falcon*	
	45 KF-16D *Fighting Falcon*	
	20 FA-50 *Fighting Eagle*	
Intercepteurs	142 F-5E *Tiger* II	**174**
	32 F-5F *Tiger* II	

Alerte aérienne avancée	4 B-737 AEW	**4**
ISR	4 Hawker 800RA	**24**
	20 KO-1	
SIGINT	4 Hawker 800SIG	**4**
Avions de transport	8 C-130H *Hercules*	**38**
	4 C-130H-30 *Hercules*	
	4 C-130J-30 *Hercules*	
	12 CN-235M-100	
	8 CN-235M-220	
	1 B-737-300	
	1 B-747	
Entraînement	23 Il-103	**186**
	83 KT-1	
	49 T-50 *Golden Eagle*	
	9 T-50B *Black Eagle*	
	22 TA-50 *Golden Eagle*	
Hélicoptères *search & rescue*	5 HH-47D *Chinook*	**16**
	11 HH-60P *Black Hawk*	
Hélicoptères de transport	2 AS-332L *Super Puma*	**30**
	8 KA-32 *Helix C*	
	3 S-92A *Super Hawk*	
	7 UH-60P *Black Hawk*	
	10 VH-60P *Black Hawk*	
Drones	3+ *Night Intruder*	**103 +**
	100 *Harpy* (anti-radiation)	

Marines		
Char de bataille principal	50 K1A1	**100**
	50 M48	
Véhicules d'assaut amphibies	166 AAV-7A1	**166**

Source: Military Balance, 2016.

Annexe 2

Principaux contrats export de l'industrie de défense de Corée du Sud 2006-2016

Pays acheteur	Qté	Désignation	Type de matériels	Date achat/livraison	
Colombie	12	STX-250t	Patrouilleur	2013	2015
Inde	100	K-9 Thunder 155mm	Canon automoteur	2016	
	12	Yang Yang	Chasseur de mines	2016	
Malaisie	2	Gagah Samudera	Navire d'entraîne-ment	2011	
	6	MSC	Frégate	2014	
Pérou	20	KT-1 Woong Bee	Avion d'entraîne-ment	2012	2014-2016
	2	LPD-122m	TCD	2012	
Pologne	100	K-9 Thunder 155mm	Canon automoteur	2014 et 2016	2016-
Turquie	300	K-9 Thunder 155mm	Canon automoteur	2001	2004-2013
	40	KT-1 Woong Bee	Avion d'entraîne-ment	2007	2010-2012
Royaume Uni	4	Tide	Pétrolier	2012	
Australie	1	Delos	Pétrolier	2004	2006
Brésil	1	Daewoo-2800t	OPV	2016	
Colombie	1	Donghae	Corvette	-2011	2014

	2	STX-250t	Patrouilleur	2013	2015
Finlande		K-9 Thunder 155mm	Canon automoteur	2016	
Indonésie	13	KT-1 Woong Bee	Avion d'entraîne-ment	2005	2007-2012
	10	LVTP-7	Transport de troupe	2009	2009
	90	KH-178 105mm	Pièce d'artillerie	2010-2011	2011-2014
	16	T-50 Golden Eagle	Avion d'entraîne-ment	2011	2013-2014
	80	Chiron	MANPAD	2012	2013-2015
	4	LPD-122m	TCD	2004	2007-2011
	22	Black Fox	VCI	2009	2013-2014
	50	KFX	Chasseur	2010	
	3	Type-209/1200	Sous-marin	2011	
Malaisie	20	Barracuda	Transport de troupe	2009	2009
Nouvelle-Zélande	1	Polar	Navire de soutien	2016	
Norvège	1	DSME LSV	Navire de soutien	2013	
Pérou	8	A-37B Dragonfly	Avion d'attaque au sol	2009	2010
	5	PGCP-50	Patrouilleur	2013	2016
	1	Po Hang	Corvette	2015	2015

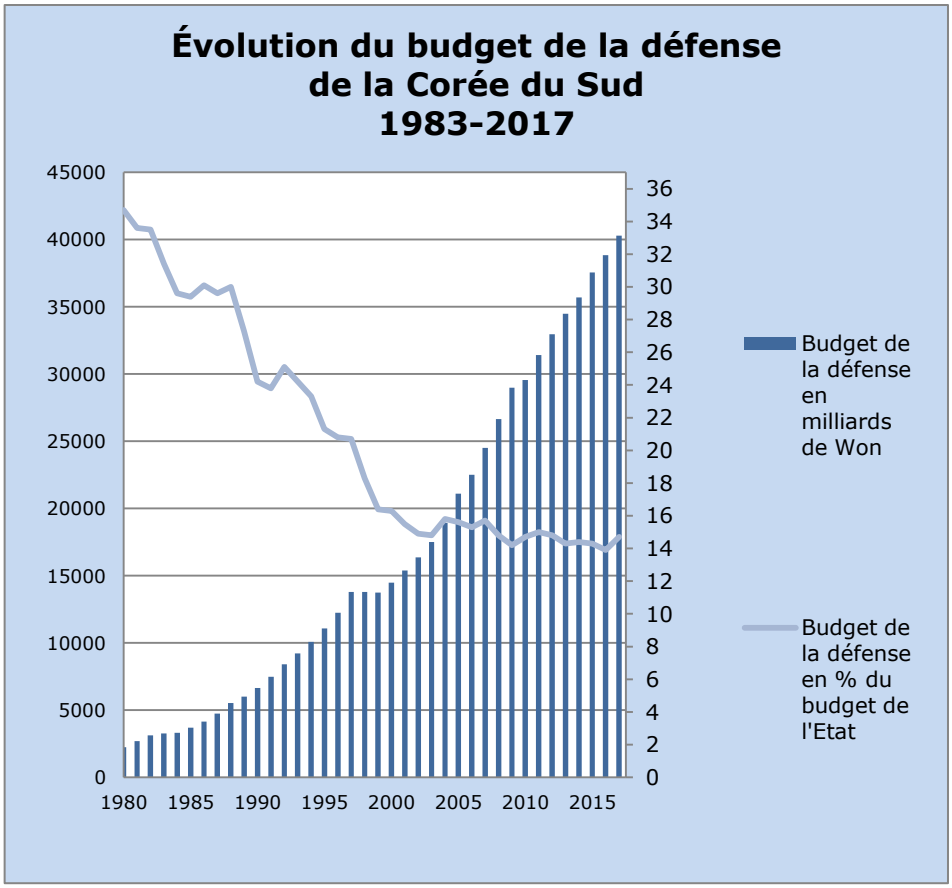
Philippines	15	Cessna-172/T-41	Avion d'entraîne-ment	2007	2009
	12	FA-50	Chasseur	2014	2015-2016
	1	Po Hang	Corvette	2014	
	8	AAV-7A1	Transport de troupe	2016	
	2	HHI-2600	Frégate	2016	
	4	KT-1 Woong Bee	Avion d'entraîne-ment	2016	
Thaïlande	4	T-50 Golden Eagle	Avion d'entraîne-ment	2015	
	70	K-10	ALV	2008	2013-2016

Sources: SIPRI, données compilées par l'auteur

Annexe 3

Évolution du budget de la défense de la Corée du Sud

1983-2017



Sources : 2016 Defense White Book, Ministry of National Defense, Republic of Korea, 2016 et données compilées par l'auteur.

Annexe 4

Déclaration des seize puissances

463

27 juillet 1953
(ou 7 août 1953) (1)

DECLARATION DES SEIZE PUISSANCES
en cas d'armistice en Corée

Nous, membres des Nations Unies qui participons à l'action en Corée, appuyons la décision du Commandant en Chef des forces des Nations Unies de conclure une convention d'armistice. Nous affirmons par la présente declaration notre détermination d'exécuter complètement et loyalement les dispositions de cet armistice. Nous nous attendons que les autres parties à la convention en observeront de même scrupuleusement les dispositions.

La tâche qui est devant nous n'est point une tâche aisée. Nous soutiendrons les efforts des Nations Unies pour parvenir à un règlement équitable en Corée, basé sur les principes qui ont été dès longtemps établis par les Nations Unies et qui requièrent l'instauration d'une Corée unie, indépendante et démocratique. Nous soutiendrons les Nations Unies dans leurs efforts pour aider le peuple coréen à réparer les ravages de la guerre.

...

(1) Intitulée "Déclaration des seize puissances en cas d'armistice en Corée", ce document devait être publié le jour de la signature de l'armistice, intervenue le 27 juillet 1953. En fait, et pour ne pas lui donner une publicité particulière, le Général Mark Clark a préféré l'annexer au rapport final qu'il a adressé au Secrétaire Général de l'O.N.U. sur le déroulement de la guerre de Corée et qui a été rendu public le 7 août 1953.

Nous proclamons de nouveau notre foi dans les principes et les buts des Nations Unies, notre sentiment des responsabilités qui continuent à nous incomber en Corée et notre détermination de rechercher en toute bonne foi la solution du problème coréen. Nous affirmons, dans l'intérêt de la paix du monde, que s'il se reproduisait une attaque armée, constituant une nouvelle provocation aux principes des Nations Unies, nous nous retrouverions unis et prêts à résister. Les conséquences d'une telle rupture de l'armistice seraient si graves que, selon toute probabilité, il ne serait pas possible de contenir les hostilités à l'intérieur des frontières de la Corée.

Nous estimons enfin que l'armistice ne doit pas avoir pour conséquence de compromettre le rétablissement ou la maintien de la paix dans une autre partie de l'Asie."

institut français
des relations
internationales